A photograph of the White House in Washington, D.C., taken at dusk. The building is illuminated with warm lights, and the sky is a mix of blue and orange. An American flag is visible on a tall pole to the left. Large green trees are in the foreground on the right. The title 'Guide des élections présidentielles' is overlaid in white text on a dark blue background.

Guide des élections présidentielles

UQÀM



CHAIRE **RAOUL-DANDURAND**
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES

Table des matières

Les auteur-e-s	4
Introduction	5
Quel est le rôle de la présidence ?	7
L'évolution historique de la fonction présidentielle	7
<i>Des pouvoirs limités</i>	7
<i>Un périmètre d'action colossal</i>	8
L'éligibilité du président-e	9
La présidence dans l'imaginaire collectif	10
L'extension des pouvoirs présidentiels : une usurpation ou une évolution nécessaire ?	12
Quelles sont les caractéristiques du système partisan américain ?	13
Un bipartisme rigide aux ancrages historiques	13
Démocrates et républicain-e-s, les camps ennemis	15
<i>Répartition géographique, partisane et idéologique</i>	16
Tiers partis et candidat-e-s indépendants	17
<i>1912 : Divorce entre un président, son successeur et son ancien parti</i>	17
<i>1992 : Quand un milliardaire brouille les cartes</i>	18
<i>2000 : La Floride au cœur d'une élection controversée</i>	18
Des électeur-trice-s désenchantés, un terreau fertile pour les tiers partis ?	18
Comment fonctionnent les primaires?	20
Les origines du système des primaires	20
La course aux délégué-e-s	22
<i>Le rôle des partis</i>	23
<i>Stratégies et séquence</i>	24
Les conventions	25
<i>Tableau 1 : Lieu des conventions quadriennales, 2004-2024</i>	26

Un système démocratique...	
qui laisse peu de place à la grande majorité des électeur-trice-s	27
Comment se gagne l'élection présidentielle ?	28
Insister sur les enjeux prioritaires pour le parti et la nation	28
Constitution d'une coalition électorale	28
Cibler les États clés.....	29
<i>Le traditionnel « mur bleu démocrate »</i>	<i>30</i>
<i>Un Sud plus compétitif</i>	<i>30</i>
<i>Faire campagne dans le désert.....</i>	<i>31</i>
Comment vote-t-on aux États-Unis ?	32
Un système décentralisé et ses conséquences.....	32
Comment fonctionne le Collège électoral ?	34
Le Collège électoral : mécanismes et origines.....	34
Le Collège électoral peut-il être amendé ou aboli ?	35
Comment se déroule la transition ?	37
Du jour de l'élection au 6 janvier.....	37
<i>Une période cruciale</i>	<i>37</i>
6 janvier : le Congrès confirme le vote du Collège électoral	38
<i>Des règles longtemps imprécises</i>	<i>38</i>
<i>Des éclaircissements bienvenus.....</i>	<i>39</i>
Le 20 janvier : l'inauguration présidentielle	39
<i>L'évolution d'une tradition</i>	<i>40</i>
<i>Une journée bien remplie</i>	<i>40</i>
Qu'est-ce qu'une élection historique ?	41
Exemples d'élections historiques	41
Pour aller plus loin.....	43

LES AUTEUR-E-S



Frédéric Gagnon

Directeur de l'Observatoire sur les États-Unis



Marin Fortin-Bouthot

Chercheur en résidence à l'Observatoire sur les États-Unis



Élisabeth Vallet

Directrice de l'Observatoire de géopolitique



Rafael Jacob

Chercheur associé à l'Observatoire sur les États-Unis



Christophe Cloutier-Roy

Directeur adjoint de l'Observatoire sur les États-Unis



Félix Lemieux

Chercheur associé à l'Observatoire sur les États-Unis



Victor Bardou-Bourgeois

Chercheur en résidence à l'Observatoire sur les États-Unis



Gabrielle Ouellette-Turp

Collaboratrice à l'Observatoire sur les États-Unis



Valérie Beaudoin

Chercheuse associée à l'Observatoire sur les États-Unis



Jean-Daniel Roy-Trudeau

Chercheur en résidence à l'Observatoire sur les États-Unis



Louis Collerette

Directeur exécutif de la Chaire Raoul-Dandurand



Julien Tourreille

Chercheur en résidence à l'Observatoire sur les États-Unis

Introduction

Le jour même de son accession au pouvoir, le 20 janvier 2017, Donald J. Trump dépose auprès de la Federal Election Commission le dossier requis pour... [sa campagne de réélection de 2020](#). Il s'agit de l'illustration la plus probante de l'allongement effréné des campagnes présidentielles de l'ère contemporaine. S'étendant autrefois sur quelques semaines, celles-ci durent désormais plusieurs mois, voire plusieurs années. L'élection générale, qui a lieu [le premier mardi suivant le premier lundi de novembre des années bissextiles](#), couronne ainsi un processus long, ardu et onéreux, qui débute avec les « [primaires invisibles](#) », prend son élan avec les primaires et caucus et atteint son paroxysme lors de l'élection générale. Plus que jamais, les élections présidentielles s'apparentent à une lutte sans merci et, de plus en plus, sans limites pour la conquête du bureau ovale. Le « jeu » auquel participent les aspirant-e-s à la Maison-Blanche se situe quelque part entre *Game of Thrones* et *Hunger Games*.

[Les premières décennies du XXI^e siècle](#) ont redessiné ce que sont les États-Unis et ce que représentent leurs institutions. Des événements comme les attentats du 11 septembre 2001, la Grande Récession de 2008, la pandémie de COVID-19 et la tentative d'insurrection du 6 janvier 2021 constituent des marqueurs importants de l'histoire récente de cette nation. La peur d'une menace évanescence, les profondes mutations démographiques du pays et l'accentuation des inégalités ont mené à l'essor du Tea Party et à la résurgence des « [hommes blancs en colère](#) ». La montée de groupes d'extrême droite pendant la présidence de Barack Obama (2009-2017) et leur affirmation sous la présidence de Donald Trump (2017-2021) transforment profondément le paysage politique d'un pays en mal d'identité. Les partis se repositionnent par rapport à ces nouveaux marqueurs politiques et sociaux. Il faut dire que les pratiques trumpiennes ont également altéré la manière de faire la politique et de penser le politique aux États-Unis. Elles ont accentué [une polarisation politique déjà prévalente](#), [normalisé l'extrémisme](#) et conduit à la crispation de blocs politiques enfermés dans des [silos médiatiques](#), condamnant Washington à l'inertie et alimentant ainsi, dans une logique circulaire, les frustrations de l'électorat. Les campagnes contemporaines s'articulent de plus en plus autour des émotions. La peur — [cette même peur dont Franklin D. Roosevelt avait dit jadis qu'elle est la seule chose que les Américain-e-s devaient craindre](#) — est un outil que les acteurs politiques n'hésitent plus à utiliser pour mobiliser leurs partisan-e-s, en promettant par exemple de prévenir



l'arrivée de nouvelles personnes migrantes, les attentats terroristes, les tueries de masse, le déclin des droits des minorités ou encore le réchauffement climatique.

L'érosion de la démocratie américaine est manifeste, alors que les États-Unis déclinent dans les principaux indices démocratiques ([The Economist intelligence Unit](#), [V-Dem](#)) en raison des limitations croissantes liées à l'exercice du droit de vote, des interférences étrangères dans le processus électoral et, surtout, du [déclin global de l'adhésion au contrat social](#). La confiance dans un modèle défini par [l'exceptionnalisme](#), dans l'exercice souverain du droit de vote, dans l'intégrité des processus et dans la [capacité de l'ascenseur social](#) à réguler les inégalités [décline rapidement](#). Ici encore, l'impact du trumpisme est notable, d'autant que les républicain-e-s, loin de se dissocier de cette logique, l'ont au contraire embrassée, jetant le doute sur l'intégrité du processus électoral en dépeignant un monde manichéen, [où l'adversaire politique se fait ennemi](#). Ce faisant, le modèle démocratique américain ne constitue plus cette « [Cité sur la colline](#) », chère aux pèlerins du *Mayflower* comme au président Ronald Reagan. L'image et l'influence des États-Unis dans le monde s'en trouvent [amenuisées](#).

Enfin, quoi qu'on en dise, les États-Unis sont loin d'être un pays uniforme et unitaire. Comme leur nom l'indique, ils sont avant tout une agrégation d'États, encore qu'on puisse se demander si ceux-ci ne sont pas aujourd'hui plus [désunis](#) qu'unis. Cette union composite est animée par une méfiance endémique face à la centralisation du pouvoir et un attachement farouche à l'idée de liberté. Tant bien que mal, l'institution présidentielle fédère et incarne cette unité. Vers l'extérieur, le chef d'État est aux commandes des armées, du feu nucléaire et de la diplomatie. Vers l'intérieur, il dirige l'administration et dessine les contours du budget annuel. Or, si le président constituait naguère le point d'ancrage du pays pendant les périodes de crise, la polarisation exacerbée fait en sorte qu'il [rallie désormais de moins en moins](#) la population autour du drapeau. Pour autant, comme l'ère Trump a pu le montrer, la personne qui occupe le bureau ovale joue un [rôle déterminant dans l'orientation des discours politiques](#), dans la définition et l'adhésion tant des Américain-e-s à leur contrat social, que de la communauté internationale à l'ordre international libéral. C'est pour cela qu'une fois encore, comme tous les quatre ans, le monde continue d'observer cette joute pluriannuelle, spéculant sur l'avenir de ce pays qui demeure le poids lourd de la politique internationale.

Ce guide, fruit d'une réflexion collective des chercheur-e-s de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM, se veut donc l'occasion d'expliquer les tenants et aboutissants de l'élection présidentielle américaine au moment où s'amorce le 60^e cycle électoral présidentiel de l'histoire des États-Unis.



Quel est le rôle de la présidence ?

L'évolution historique de la fonction présidentielle

Réunis à Philadelphie entre mai et septembre 1787, les rédacteurs de la Constitution, les fameux Pères fondateurs, souhaitent doter le nouveau pays d'un système de gouvernement efficace, tout en le prémunissant contre les risques de l'arbitraire et de la [tyrannie](#). Ils y parviennent en établissant une [séparation étanche entre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire](#). Chose surprenante dans un pays né du rejet de la monarchie, ils confient [le pouvoir exécutif à une seule personne](#), encore que celle-ci est élue au suffrage indirect par le biais du Collège électoral et pour un mandat de courte durée (4 ans), reconductible. Le président-e est chargé d'appliquer les lois adoptées par le Congrès, siège de la souveraineté populaire. Il n'est pas anodin que la présidence fasse l'objet du [deuxième article de la Constitution](#), alors que le premier article est consacré au Congrès. C'est là l'illustration [du rôle prépondérant envisagé pour le Congrès par les Pères fondateurs](#). En apparence reléguée au second plan dans le texte constitutionnel, la présidence n'est pourtant plus une institution en retrait, bien au contraire.

Des pouvoirs limités

Le prestige qu'acquiert rapidement la présidence tient sans aucun doute à la personnalité de son premier titulaire, [George Washington](#). Héros de la

guerre d'Indépendance, son aura, sa conception et sa pratique vont d'emblée asseoir l'autorité de la présidence et façonner son exercice. En décidant volontairement de la quitter après deux mandats — [tel un Cincinnatus moderne](#) — Washington confirme la [dimension républicaine](#) du nouveau régime et établit une norme que suivront tous ses successeurs, [à une exception près](#). Franklin D. Roosevelt (FDR) fut en effet élu quatre fois, de 1932 à 1944, avant de décéder au début de son quatrième mandat. La limite de deux mandats ne fut constitutionnalisée qu'en 1951, avec l'adoption du [22e amendement](#). [Tous les présidents des États-Unis n'ont pas été aussi marquants que Washington](#). Il n'en demeure pas moins que des personnalités hors de l'ordinaire ont exercé la fonction présidentielle en plus de 230 ans. Andrew Jackson (1829-1837), Abraham Lincoln (1861-1865), Theodore Roosevelt (1901-1909), Woodrow Wilson (1913-1921), Franklin D. Roosevelt (1933-1945), John F. Kennedy (1961-1963), Richard Nixon (1969-1974), Ronald Reagan (1981-1989), Barack Obama (2009-2017) ou Donald Trump (2017-2021), pour n'en nommer que quelques-uns, ont contribué à faire de la présidence l'acteur central du système politique américain.

Cette place n'était pourtant pas acquise si on se fie à la lettre à [l'article II de la Constitution](#). Celui-ci est plutôt vague concernant les prérogatives qu'il attribue à la présidence. Certains hôtes de la Maison-Blanche ont cependant su [exploiter ces ambiguïtés](#)



et capitaliser sur des circonstances exceptionnelles, tant au niveau national qu'international, [pour accroître leurs pouvoirs](#). C'est ainsi que, dans le contexte de la guerre de Sécession (1861-1865), Lincoln suspend l'*habeas corpus* et mobilise des troupes pour combattre la rébellion sudiste. [Pendant la Seconde Guerre mondiale, FDR n'hésite pas à réorganiser la bureaucratie fédérale](#) et à contourner des règles établies pour l'adapter à l'effort de guerre. Enfin, dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001, l'administration de George W. Bush s'arroge le droit de définir seule la catégorie de «[combattant ennemi](#)», privant les individus soupçonnés de terrorisme des protections accordées aux soldat-e-s par les conventions internationales ou aux criminel-le-s, par le droit américain.

Un périmètre d'action colossal

Les guerres et le rôle des États-Unis dans le monde ont contribué à la prédominance de la présidence, [particulièrement à partir du XX^e siècle](#). [L'avènement du nucléaire et la réduction du temps stratégique](#) ont fortement contribué à cette prépondérance : en cas d'attaque nucléaire, le temps de réaction ne permet pas au Congrès de « déclarer la guerre », conformément aux termes de la Constitution, ce qui confère donc au président-e la capacité d'agir rapidement. Un monopole similaire s'impose dans la période contemporaine et, pour des raisons analogues, [dans la conduite de la cyberguerre et des exécutions par drones](#).

[La Grande Dépression des années 1930 a entraîné le besoin d'un exécutif fort](#) pour juguler les pires effets de la crise, conduisant à un élargissement sans précédent des compétences du gouvernement

fédéral dans les champs économiques et sociaux. Dès lors, les décrets présidentiels permettent de façonner la politique économique, les règles d'immigration, les régulations environnementales ou les politiques de santé. De plus, le président-e possède ce que le politologue Richard Neustadt a fameusement décrit comme le « [pouvoir de persuasion](#) » de la présidence, qui permet à son titulaire de façonner le débat public. Grâce à [l'attention médiatique](#) qu'il génère et aux outils de communication qui sont à sa disposition, le président-e bénéficie du [bully pulpit](#) de la présidence, qui lui permet [d'influencer l'ordre du jour politique et d'établir les priorités nationales](#).

Favorisé par la malléabilité du texte constitutionnel, l'accroissement des pouvoirs de la présidence s'est concrétisé par [l'augmentation considérable des moyens dont elle dispose](#). Depuis l'avènement de la présidence moderne au milieu du XX^e siècle, l'hôte du bureau ovale est non seulement à la tête de la bureaucratie fédérale, mais dispose également, à la Maison-Blanche même, d'un [service avec une capacité d'analyse et d'expertise qui lui est propre](#). La présidence est sans contredit la pièce centrale du système politique américain. Cependant, cela ne garantit pas qu'elle obtienne ce qu'elle ne veut ni que son titulaire, incarnation de l'unité de la Nation, bénéficie d'un fort appui de la population. Tel est le paradoxe d'une institution quasi «[impériale](#)», mais foncièrement [contrainte](#) par les règles et les normes de la démocratie américaine.

L'éligibilité du président-e

En plus des pouvoirs et obligations du président-e, [l'article II de la Constitution](#) établit les règles

concernant l'éligibilité du président-e et le processus de son élection ainsi que de son éventuelle destitution. Pour être éligible à la présidence, une personne doit remplir [trois critères](#) : avoir la citoyenneté américaine de naissance (*natural born citizen*), être âgée d'au moins trente-cinq ans et avoir vécu aux États-Unis pendant au moins quatorze ans. Bien que les exigences d'âge et de résidence soient peu controversées, l'obligation d'être un citoyen-ne de naissance a fait l'objet de [vifs débats](#). Sur le plan juridique, la Cour suprême n'a pas eu, jusqu'à présent, à se prononcer sur l'éligibilité d'un candidat-e ni sur la signification réelle du concept de [citoyenneté à la naissance](#). À travers le temps, ce critère a néanmoins donné lieu à plusieurs controverses portant sur l'éligibilité de certaines candidatures et même de présidents. Ce fut par exemple le cas du 21^e président, [Chester A. Arthur](#) (1881-1885), dont les adversaires répandirent la rumeur qu'il était né au Canada; du républicain [Barry Goldwater](#), candidat à l'élection de 1964, né sur le territoire de l'Arizona avant que celui-ci ne devienne un État en 1912; de [John McCain](#), candidat républicain à l'élection de 2008, qui était né dans la zone américaine du canal de Panama; ou de [Ted Cruz](#), le sénateur texan né à Calgary de parents américains et candidat lors des primaires républicaines de 2016. Barack Obama dut quant à lui composer pendant toute sa présidence avec le mouvement des [birthers](#), convaincu que son certificat de naissance avait été falsifié et qu'il était né au Kenya.

Aux trois critères d'éligibilité s'ajoutent des limites qui s'appliquent à certaines situations particulières. Tout d'abord, la [section 3 de l'article I](#) balise les conséquences potentielles d'une procédure de

destitution (*impeachment*). Celle-ci peut se traduire par une disqualification à «[tenir et profiter d'un poste d'honneur, de confiance ou de profit aux États-Unis](#)». En théorie, une personne condamnée lors d'une telle procédure pourrait donc également être déclarée inéligible à la présidence. Cette [possibilité fut soulevée](#) lors du second procès en destitution de Donald Trump à la suite des évènements du 6 janvier 2021. Alors que ses adeptes soutenaient qu'il était inutile de le condamner puisqu'il n'était alors plus président, ses opposant-e-s voulaient utiliser cette condamnation [pour l'empêcher d'être de nouveau candidat](#). Dans la même veine, le [14^e amendement](#), adopté en 1868, prévoit que les personnes ayant été engagées dans une insurrection ou une rébellion contre les États-Unis ou ayant offert «aide et confort» aux ennemi-e-s du pays ne peuvent occuper aucun poste dans l'administration américaine. Dans la foulée de l'attaque contre le Capitole, des observateur-trice-s ont suggéré que Trump aurait encouragé une insurrection contre les États-Unis et [devrait donc être disqualifié](#) en vertu de cette disposition.

Par ailleurs, le [12^e amendement](#) à la Constitution, adopté en 1804, exige que le vice-président-e, successeur désigné du président-e en cas de décès, démission ou destitution, soit également éligible à la présidence. Cette personne doit donc [répondre aux critères](#) mentionnés précédemment. Cette exigence ne s'applique toutefois pas aux postes suivants dans l'[ordre de succession](#). Advenant le décès ou l'incapacité de servir du président-e et du vice-président-e, la présidence serait octroyée à la prochaine personne dans l'[ordre de succession](#) qui satisferait les trois critères énoncés à l'article II.

Enfin, afin de voir son nom inscrit sur les bulletins de vote, [un candidat-e éligible à la présidence doit effectuer certaines démarches](#). S'il remporte l'investiture d'un parti politique reconnu, son nom sera inscrit sur les bulletins de vote pour l'élection de novembre. S'il se présente comme indépendant-e, le candidat-e devra [respecter des modalités](#) (frais, nombres de signatures, dates limites) qui varient d'un État à l'autre pour être inscrit sur les bulletins de vote. Finalement, dans la plupart des États, un candidat-e peut faire campagne en incitant les électeur-trice-s à [inscrire à la main](#) son nom sur les bulletins de vote. Néanmoins, certains États demandent à ces candidat-e-s dits *write-in* de s'inscrire à l'avance pour que ces voix soient comptabilisées.

La présidence dans l'imaginaire collectif

Le nombre d'ouvrages, de films ou encore de séries consacrées à la présidence des États-Unis est [infini](#). Le président-e y est présenté comme un individu



tantôt héroïque, tantôt machiavélique, et parfois même comme un benêt dépassé par les événements, à l'image de Peter Sellers dans le film [Dr. Strangelove](#) (1964). Des séries comme [The West Wing](#) (1999-2006) ou [House of Cards](#) (2013-2018) ont illustré et entretenu deux images diamétralement opposées de la présidence. Bien que la présidence apparaisse souvent dans l'imaginaire collectif comme toute puissante, [les limites au pouvoir exécutif sont nombreuses](#).

Au-delà du traitement hollywoodien de la Maison-Blanche et de ses locataires, plusieurs scandales marquants ont pu ternir l'image associée à la fonction. Le [Watergate](#) (1972-1974), seule affaire ayant mené à la démission d'un président (Richard Nixon), est devenu l'archétype du scandale, celui qui donne son [suffixe \(-gate\) à tous les autres](#). D'autres affaires ont marqué l'imaginaire américain, que ce soit [les infidélités de Bill Clinton, qui ont mené à un procès en destitution](#), ou, plus récemment, à Donald Trump, seul président à avoir subi deux procès en destitution,

dont les errements vont de [l'achat du silence de maîtresses présumées](#) à la [demande exprimée au président ukrainien](#) d'obtenir des informations compromettantes sur les Biden, en passant par la [rétention volontaire de documents classifiés](#) après avoir quitté la Maison-Blanche, sans oublier son [rôle dans les événements du 6 janvier 2021](#) — autant d'affaires qui ont captivé les médias et le public américains. Ces [scandales](#), qui peuvent rendre fascinante et divertissante l'actualité entourant la présidence américaine, ne sont pas étrangers à l'effritement de la confiance de la population américaine envers ses politicien-ne-s et ses institutions gouvernementales. [Au début des années 1960](#), 75 % des Américain-e-s disaient avoir confiance dans la capacité du gouvernement à prendre les bonnes décisions. [Depuis le début des années 2010, ce niveau oscille aux alentours de 20 %](#).

Traditionnellement, la présidence incarne l'unité de la nation, particulièrement en temps de crise. Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, la cote de popularité du président George W. Bush [frôlait les 90 %](#). Aujourd'hui, la figure du président-e ne semble plus en mesure d'atténuer, même temporairement, les clivages partisans. L'antipathie des électeur-trice-s d'un parti à l'endroit d'une présidence qui n'en est pas issue n'est pas un phénomène nouveau dans la vie politique américaine. Elle a toutefois atteint des niveaux remarquablement élevés au cours des dernières années, plus spécifiquement depuis la présidence Obama. [Selon des données de l'institut Pew](#), durant les huit années du mandat d'Obama à la Maison-Blanche, seulement 14 % des électeur-trice-s républicains, en moyenne, avaient une opinion favorable de lui. Sous la



présidence de Trump, ce pourcentage était à peine de [6%](#) chez les électeur-trice-s démocrates, un taux d'approbation similaire à celui des républicain-e-s par rapport au président Joe Biden.

Dans un contexte de polarisation partisane féroce, les président-e-s ont donc de plus en plus de mal à représenter l'ensemble de la nation. À l'international, ils demeurent en revanche [la figure qui incarne, pour le meilleur ou pour le pire, la puissance des États-Unis](#), symbolisée notamment par les moyens dont la présidence dispose, comme l'avion présidentiel Air Force One ou les mesures de sécurité colossales qui entourent tout déplacement présidentiel à l'étranger. En l'espèce, la popularité ou la confiance qu'un président-e dégage sur la scène internationale a un effet notable sur l'image des États-Unis dans le monde. Par exemple, [la politique étrangère de Barack Obama était beaucoup plus appréciée à l'extérieur des frontières du pays qu'à l'intérieur](#). Pour son prédécesseur George W. Bush, [c'est la tendance inverse qui était observée](#). Tout comme l'arrivée du premier président afro-américain à la Maison-Blanche avait redoré l'image des États-Unis dans le monde après une présidence W. Bush marquée par la controverse, [l'élection de Joe Biden a largement](#)

[rassuré après quatre ans d'une turbulente présidence Trump](#).

L'extension des pouvoirs présidentiels : une usurpation ou une évolution nécessaire?

Les dissensions contemporaines autour de l'étendue des pouvoirs présidentiels s'inscrivent dans l'esprit des débats qui animaient déjà les [Pères fondateurs il y a plus de deux siècles](#). Aujourd'hui, [certains](#) estiment que la présidence usurpe de pouvoirs qui appartiennent *de jure* au Congrès. Selon cette interprétation, le Congrès, premier dans la Constitution, devrait prévaloir puisqu'il émane du peuple qu'il représente. À l'inverse, [d'autres](#) affirment que la Constitution américaine évolue par la pratique et que sa survie tient justement à la capacité d'adapter le texte constitutionnel aux réalités qui n'existaient pas à la fin du XVIIIe siècle. De fait, dans l'histoire du système politique américain, ce sont généralement les [crises](#) (la guerre de Sécession, la Grande Dépression des années 1930, les guerres mondiales, la guerre froide ou encore les attentats du 11 septembre 2001) [qui ont contribué à concentrer et accroître les pouvoirs de la fonction présidentielle](#).



[D'autres](#) encore évoquent un mouvement cyclique où le Congrès, la présidence et même la Cour suprême occuperaient des positions de forces plus ou moins grandes selon les contextes. Ainsi, tour à tour dans l'histoire, les risques d'un gouvernement dominé par le Congrès ([comme le fit remarquer Woodrow Wilson alors qu'il était professeur de science politique à Princeton](#)), d'un [gouvernement des juges](#), ou encore d'une [présidence impériale](#) ont été dénoncés. Selon cette perspective, l'histoire américaine ne serait donc pas caractérisée par un processus uniforme d'accroissement des pouvoirs présidentiels, mais plutôt par des retours de balancier, notamment dans la foulée de scandales comme les mensonges de la Maison-Blanche lors de la guerre du Vietnam, le Watergate ou le Monicagate.

Cet argument ne convainc pas tout le monde. Les tenants de la suprématie présidentielle expliquent la domination de la Maison-Blanche en évoquant l'unité structurelle de l'exécutif, d'où le nom de la [théorie de « l'exécutif unitaire »](#). Celle-ci part du principe que l'exécutif doit pouvoir agir en cas de crise en minimisant au maximum les embûches légales. Certains, tels que le juriste John Yoo, font même la promotion d'un unilatéralisme présidentiel, [au nom de l'intérêt national](#). Si cette vision théorique a été critiquée, il n'en demeure pas moins que, de W. Bush à Obama en passant par Trump et Biden, elle semble, à certains égards, s'être concrétisée : l'équilibre constitutionnel imaginé par les Pères fondateurs n'est plus.



Quelles sont les caractéristiques du système partisan américain ?

Un bipartisme rigide aux ancrages historiques

Aujourd'hui, [l'existence des partis politiques](#) semble aller de pair avec le fonctionnement d'une démocratie. Toutefois, [pour les Pères fondateurs](#) des États-Unis l'existence même des partis représentait une menace pour le bien commun et pour la stabilité de la jeune république. Ils voulaient en outre éviter de reproduire les déchirements entre whigs et tories qui animaient alors la vie politique britannique. Dans le [Federalist Paper 10](#), qui fait partie d'une série d'articles (les *Federalist Papers*) rédigés en marge du processus de ratification de la Constitution, James

Madison avertit ses compatriotes de l'influence pernicieuse des « factions », ce que l'on peut interpréter comme une invitation à ce que la politique américaine soit exempte de partisanerie. Il est d'ailleurs révélateur que la [Constitution ne fasse pas mention des partis politiques](#). Le premier président des États-Unis, George Washington (1789-1797), n'est [officiellement associé à aucun parti](#) et, [dans son message d'adieu](#), il prévient les Américain-e-s du danger que représente la loyauté à un parti, qui peut entrer en contradiction avec la loyauté envers le pays.

Malgré cette méfiance, les partis politiques apparaissent [presque immédiatement après l'entrée en vigueur de la Constitution en 1789](#). Bien qu'on ne parle pas encore de partis au sens moderne du terme, on assiste rapidement à l'émergence d'une division entre, d'une part, les [fédéralistes](#), concentrés en Nouvelle-Angleterre et dans l'État de New York, qui prônent un État central fort, privilégient le commerce et désirent entretenir de bonnes relations avec la Grande-Bretagne et, d'autre part, les [républicains-démocrates](#), dont la base se situe dans le Sud. Ceux-ci sont plus près des intérêts agraires, sont hostiles à Londres et appellent à une décentralisation du pouvoir au profit des États. Ce [premier « système partisan »](#) dure jusqu'au [début des années 1810](#), quand la guerre américano-britannique (aussi connue sous le nom de guerre de 1812) vient discréditer de manière irrémédiable l'anglophile Parti fédéraliste. Après un court épisode non partisan, passé à l'histoire sous le nom d'« [ère des bons sentiments](#) » (*Era of Good Feelings*) et associé à la présidence de James Monroe (1817-1825), le [deuxième système](#) oppose pendant près de trois décennies (1828-1854) le Parti démocrate au Parti whig. La création du Parti républicain en 1854 par des dissidents whigs met fin à

ce système partisan qui est remplacé, après l'élection de 1856, par l'opposition entre démocrates et républicain-e-s qu'on connaît aujourd'hui.

Si plusieurs systèmes partisans traversent l'histoire des États-Unis, le bipartisme demeure une constante. [Trois grands types de facteurs sont généralement avancés pour l'expliquer](#) :

1. Facteurs liés au système électoral : le système uninominal à un tour, l'absence de proportionnalité, le financement fédéral public et un « cartel » républicain-démocrate qui élabore des règles électorales à son avantage freinent l'émergence des tiers partis;
2. Facteurs liés au fonctionnement des institutions gouvernementales : le pouvoir exécutif est indivisible et le pouvoir législatif fonctionne sur une base bipartisane, notamment à travers l'attribution des sièges au sein des commissions du Congrès;
3. Facteurs sociologiques : un consensus autour du cadre sociopolitique marginalise historiquement les partis révolutionnaires, idéologiques ou extrémistes; les partis politiques de type

« parapluie » sont ouverts à un grand nombre de clientèles; le coût élevé des campagnes, l'attention médiatique monopolisée par les deux grands partis et la polarisation contemporaine favorisent le maintien du bipartisme.

Démocrates et républicain-e-s, les camps ennemis

Les deux formations politiques que nous connaissons aujourd'hui sont l'incarnation de partis [en constante évolution](#). Ces changements ne se produisent pas à la suite d'un seul évènement, mais sont plutôt le résultat de [transformations sociales et politiques s'opérant sur le long terme](#). Plus vieux parti politique en activité dans le monde, [le Parti démocrate est créé en 1828](#) pour promouvoir la candidature d'Andrew Jackson, ancien général et héros de la guerre de 1812. De son côté, [le Parti républicain est fondé en 1854](#) par des whigs opposés à l'extension de l'esclavage dans les nouveaux États. Dès sa création, le Parti démocrate entretient [une méfiance envers le gouvernement fédéral](#), dont on juge que les pouvoirs, s'ils sont trop étendus, iront contre les intérêts du « peuple » que le parti prétend représenter. Le Parti républicain est quant à lui [initialement favorable à un gouvernement central fort](#) pouvant imposer la limitation, puis l'abolition de l'esclavage. Après la guerre de Sécession (1861-1865), il dirige la période de [Reconstruction](#) (1865-1877) au cours de laquelle le gouvernement fédéral occupe militairement le Sud pour s'assurer que les esclaves libérés puissent jouir de leurs nouveaux droits civiques. [Le parti se désintéresse ensuite progressivement de la cause afro-américaine et devient essentiellement le parti du grand capital](#), désormais favorable à un

État peu interventionniste dans la sphère socioéconomique. De son côté, [le Parti démocrate demeure fortement ancré dans le Sud au lendemain de la guerre](#). Au tournant du XX^e siècle, son [rapprochement avec le mouvement populiste](#) l'amène à promouvoir une plateforme plus progressiste sur le plan économique qui trouve son aboutissement dans l'élection de FDR en 1932, suivie par l'implantation de son [New Deal qui met en œuvre un programme keynésien](#) pour relancer le pays. Celui-ci conjugue réformes fiscales, programmes d'aide sociale et de pensions et projets d'infrastructures financés par le gouvernement fédéral pour juguler les effets de la Grande Dépression. La [coalition du New Deal](#), unissant l'électorat blanc du Sud, les Afro-Américain-e-s, les populations des grandes villes, les ouvrier-ère-s syndiqués et les minorités ethniques et religieuses, permet au Parti démocrate, à [défaut de promouvoir une idéologie cohérente](#), de dominer la scène politique fédérale jusqu'à la fin des années 1960.

Au cours des années 1940 et 1950, le Parti républicain, en termes de plateforme, [ne se distingue pas de manière nette du Parti démocrate](#). Ce n'est qu'à partir des années 1960 que le mouvement conservateur résurgent parvient [avec succès à investir le Parti républicain](#) et, éventuellement, à en purger les éléments progressistes et modérés pour faire du Grand Old Party un parti idéologiquement conservateur faisant la promotion de la loi et l'ordre, d'une armée puissante, des valeurs chrétiennes et d'un gouvernement fédéral aux pouvoirs limités.

Répartition géographique, partisane et idéologique

Aujourd'hui, [le Parti démocrate domine dans les États de la Nouvelle-Angleterre](#) (bien que le Maine et le New Hampshire y soient relativement compétitifs), de la région atlantique (New York, est de la Pennsylvanie, New Jersey, Delaware, Maryland, District de Columbia, nord de la Virginie), de la côte ouest (excepté l'Alaska) et Hawaï. De son côté, le [Parti républicain domine](#) la plupart des États de l'ancienne confédération (Caroline du Sud, Tennessee, Alabama, Mississippi, Arkansas, Texas), la région *Appalachia* (sud de l'Ohio, ouest de la Pennsylvanie, Virginie occidentale, Kentucky), les [Prairies](#) (Kansas, Missouri, Nebraska, Oklahoma, Iowa, les deux Dakotas) et [l'Ouest](#) (Montana, Idaho, Wyoming, Utah).

Les deux partis se disputent essentiellement des États urbanisés du Sud (la Floride, la Géorgie, la Caroline du Nord et la Virginie), des États industriels du Midwest (le Minnesota, le Wisconsin, le Michigan,

la Pennsylvanie et, dans une moindre mesure aujourd'hui, l'Ohio) ou des États du Sud-Ouest accueillant une forte population hispanique (l'Arizona, le Colorado et le Nevada). Sur le plan local, les démocrates tendent à dominer dans les métropoles, les capitales d'États et les villes universitaires, tandis que les républicain-e-s dominent les campagnes et les petites villes. [Les banlieues, autrefois bastions républicains, sont de plus en plus compétitives](#) et déterminent bien souvent les résultats des élections.

Dans sa mouvance actuelle, le Parti démocrate est idéologiquement [associé au libéralisme](#) — terme faisant référence à une [philosophie politique](#) basée sur l'optimisme, l'individualisme et le progressisme et, dans son acception américaine contemporaine, à [une idéologie](#) prônant l'aplanissement des inégalités économiques et sociales à travers des interventions de l'État. Les [démocrates soutiennent donc des politiques progressistes](#) et croient que les gouvernements doivent jouer un rôle actif pour promouvoir l'intérêt du public. Ils sont en faveur de services sociaux pour les moins nanti-e-s et de politiques favorisant l'extension des droits civiques pour lutter contre les discriminations de toutes sortes. Les démocrates prônent une séparation étanche entre l'État et la religion et, [en politique étrangère](#), privilégient l'internationalisme, les ententes multilatérales et la promotion des droits humains. Enfin, les démocrates sont pratiquement tous unis derrière la nécessité de [lutter contre les changements climatiques](#), encore qu'on observe d'importantes [variations](#) concernant les politiques à promouvoir à cette fin.



Le Parti républicain est plutôt associé à un [conservatisme](#) fondé sur le respect des traditions, la stabilité sociale et la responsabilité individuelle. Partisans du libre marché, les [républicain-e-s](#) s'opposent aux taux d'imposition élevés et aux réglementations excessives. Ils sont d'avis que les personnes physiques et morales se gèrent mieux sans l'intervention de l'État. Celui-ci sert principalement à maintenir la loi et l'ordre. Traditionnellement, les républicain-e-s se sont montrés en faveur d'une réduction du filet social. Toutefois, l'arrivée de Donald Trump sur le devant de la scène est venue [remettre en cause](#) cette priorité. Aujourd'hui, de nombreux républicain-e-s, à la suite de Trump, disent vouloir s'assurer que le filet social desserve efficacement les Américain-e-s « méritants ». Plusieurs élu-e-s du Parti républicain sont par ailleurs issus de la [droite chrétienne](#) et adoptent donc des positions conservatrices sur des enjeux tels que l'avortement, les droits des personnes LGBTQ+ et les relations raciales. Enfin, sur la scène internationale, le Grand Old Party est généralement moins porté vers le multilatéralisme que le Parti démocrate et [privilégie une politique étrangère robuste](#) centrée sur la défense des intérêts et des valeurs américaines. L'unilatéralisme ou les relations bilatérales sont généralement préconisés au détriment des relations multilatérales, [comme on a pu le voir pendant la présidence Trump](#).

Tiers partis et candidat-e-s indépendants

Malgré un biais fort en faveur du bipartisme, le système électoral est ouvert aux candidatures indépendantes ou issues d'un tiers parti. À travers

l'histoire américaine, plusieurs cas d'espèce ont contribué à cimenter cette vision.

1912 : Divorce entre un président, son successeur et son ancien parti

Une division du vote digne de mention concerne un des présidents les plus populaires de l'histoire des États-Unis, le républicain [Theodore Roosevelt](#). Élu en tant que vice-président en 1900, il accède à la présidence en 1901 à la suite de l'assassinat du président William McKinley. Roosevelt est par la suite élu pour un mandat complet en 1904. [Ayant promis de ne pas se représenter en 1908](#), il passe le flambeau à son secrétaire à la Guerre William Taft, qui remporte l'élection. Insatisfait du travail de son successeur, Roosevelt tente de reprendre la tête du Parti républicain en 1912. Rejeté par la convention républicaine, il choisit de fonder son propre parti, le Parti progressiste (ou Bull Moose Party). [L'élection de 1912 se joue ainsi à trois](#), entre Roosevelt, Taft et le démocrate Woodrow Wilson. La division du vote républicain permet à Wilson de devenir le 28e président des États-Unis. À ce jour, il s'agit de la [dernière élection](#) au cours de laquelle une candidature issue d'un tiers



parti est parvenue à terminer deuxième lors d'une élection générale.

1992 : Quand un milliardaire brouille les cartes

Personnage haut en couleur, le milliardaire texan Ross Perrot se présente comme indépendant lors de [l'élection présidentielle de 1992](#). [Idéologiquement inclassable](#), prônant à la fois le protectionnisme, la réduction de la dette fédérale, des impôts plus élevés et l'accès à l'avortement, Perrot surprend tout le monde en obtenant 19 % du vote populaire. Ce résultat ne se traduit pas par l'obtention de votes au Collège électoral, mais constitue [la meilleure performance pour un candidat-e tiers au suffrage populaire depuis Theodore Roosevelt en 1912](#). S'il est commun d'affirmer que Perrot est venu priver Bush d'un second mandat, la plupart des chercheurs-e-s conviennent aujourd'hui que, ayant grappillé des votes républicains et démocrates en proportion similaires, [la candidature du milliardaire n'aurait avantagé aucun des deux principaux candidats](#).

2000 : La Floride au cœur d'une élection controversée

L'élection de 2000 restera pour toujours dans les annales comme une [élection extrêmement controversée](#). Cette année-là, Al Gore, le vice-président démocrate sortant, affronte le gouverneur républicain du Texas George W. Bush. La présence de [deux figures connues](#) concourant pour des tiers partis (Ralph Nader pour le Parti vert à gauche et Pat Buchanan pour le Parti réformiste à droite), des malfaçons dans la production des bulletins de vote,

ainsi que des problèmes liés au comptage des votes, vont mener à une contestation et un recomptage des votes en Floride. Or, les grands électeurs de cet État sont la clé du résultat. Au terme de cette saga qui s'étire sur plusieurs jours, la [Cour suprême des États-Unis](#) ordonne la fin du recomptage des voix, ce qui donne la victoire à Bush dans le *Sunshine State* par une marge infinitésimale de [537 votes](#) et le consacre donc président.

Des électeur-trice-s désenchantés, un terreau fertile pour les tiers partis?

Dans une [étude du Pew Research Center](#) parue en août 2022, la moitié des électeur-trice-s âgés de 18 et 49 ans affirment qu'ils aimeraient avoir d'autres choix que les partis démocrate et républicain. Cette étude va dans le même sens [qu'un sondage Gallup](#) réalisé l'année précédente qui a montré que 62 % des Américain-e-s considèrent que les deux principaux partis peinent à les représenter et qu'un tiers parti est nécessaire. [Cet appétit pour une alternative n'est pas nouveau](#) et tend à se manifester au début de chaque cycle électoral, pour graduellement s'estomper à mesure qu'on approche du jour du scrutin et que la grande majorité des Américain-e-s finissent par [se rallier au « moins pire » des candidat-e-s](#) dans l'espoir de bloquer la route à son adversaire. Or, la question se pose avec d'autant plus d'acuité à l'aube de la prochaine élection présidentielle, alors que les deux favoris pour remporter la nomination de leur parti, le démocrate Joe Biden et le républicain Donald Trump, sont historiquement impopulaires. [Un sondage réalisé au début de l'été 2023](#) montre que 31 % des électeur-trice-s inscrits ont une opinion défavorable des deux candidats, et

ce pourcentage monte à 36 % lorsque l'on s'attarde à l'ensemble de l'électorat (inscrit ou non). Or, la désaffection du public va au-delà de Trump et Biden : une [enquête du Pew de septembre 2023](#) révélait qu'un pourcentage record (28 %) d'Américain-e-s ont une opinion défavorable des deux principaux partis politiques.

Un tel contexte peut sembler favorable pour les tiers partis et les candidat-e-s indépendants issus de mouvances multiples. À cet égard, quatre tendances principales émergent en vue de l'élection de 2024. La première s'inscrit dans une mouvance centriste : des démocrates modérés et des républicain-e-s anti-Trump ont uni leurs forces pour créer un nouveau parti susceptible de plaire à celles et ceux qui en ont assez de la polarisation et de l'extrémisme. Le [Forward Party](#), fondé en 2021 par Andrew Yang, ancien candidat démocrate à la présidence et à la mairie de New York, et par l'ancienne gouverneure républicaine du New Jersey, Christine Todd Whitman, incarne cette tendance. Il en va de même pour le mouvement [No Labels](#), qui souhaite appuyer

financièrement la campagne d'un ticket composé d'un démocrate et d'un républicain-e modérés.

Une mouvance de gauche souhaite pour sa part rompre avec un Parti démocrate jugé trop centriste et trop timide dans ses politiques sociales. C'est ainsi que doit être comprise la campagne lancée à l'été 2023 par l'intellectuel et activiste [Cornel West pour se présenter comme candidat indépendant](#). À l'inverse, on retrouve également des républicain-e-s opposés à Donald Trump, comme [Liz Cheney](#) ou [Mitt Romney](#), qui entretiennent, plus ou moins ouvertement, l'idée de lancer une candidature indépendante pour diviser le vote conservateur et torpiller les chances de l'ancien président de revenir au pouvoir.

Enfin, certains cherchent à créer des coalitions à partir des nouvelles lignes de fracture à l'intérieur de la société américaine. C'est le cas de [Robert Kennedy, Jr.](#), dont la campagne en tant que candidat indépendant met de l'avant un [message hétéroclite](#) faisant la promotion de politiques environnementales ambitieuses, d'un contrôle restreint des armes à feu



et d'une interruption de l'aide militaire à l'Ukraine, en plus de se faire le relais de théories conspirationnistes ayant essaimé pendant la pandémie de COVID-19.

Tous ces mouvements et candidat-e-s qui sont sur les rangs en vue de l'élection de 2024 ont posé le même diagnostic concernant l'appétit des Américain-e-s pour une alternative électorale. Or, pour envisager qu'un nouveau parti puisse devenir

durablement compétitif au niveau national et fracasser le moule bipartite, une [importante réforme](#) du système électoral et des lois qui l'entourent serait nécessaire, sans parler du fardeau financier et logistique incombant à un candidat-e voulant apparaître sur les bulletins de vote dans 50 États. De tels changements apparaissent peu probables à brève ou moyenne échéances puisqu'ils dépendent *in fine* de la bonne volonté d'un duopole républicain-démocrate qui prospère dans le système actuel.




Comment fonctionnent les primaires?

Les origines du système des primaires

Le système actuel des primaires et des caucus est le fruit d'importantes réformes adoptées [au cours des années 1970 pour démocratiser](#), au sein des deux principaux partis politiques américains, le processus de nomination du candidat-e présidentiel. Avant ces réformes, la désignation d'un candidat-e était essentiellement une affaire privée, discutée et décidée en amont et en marge de la convention nationale par les caciques des partis. Dans le vocabulaire politique américain, ce système opaque est désigné de manière péjorative comme celui des [smoked-filled rooms](#) en raison de la participation minimale du public et de son caractère exclusif et secret. Les primaires, [bien qu'elles existent depuis le début du XX^e siècle](#), n'étaient pas contraignantes et servaient essentiellement de cartes de visite à des candidat-e-s moins connus souhaitant

démontrer leur « électoralité ». À titre d'exemple, John F. Kennedy se sert de [ses victoires lors des primaires de 1960, en Virginie occidentale notamment](#), pour prouver aux pontes du Parti démocrate qu'il peut convaincre l'électorat de l'appuyer malgré les doutes soulevés par son jeune âge et, surtout, par son catholicisme dans une nation majoritairement protestante [où on remettait encore en doute la loyauté des catholiques](#) qu'on croyait inféodés au Vatican.

Avant les réformes des années 1970, les primaires sont relativement rares : en 1968, dernière élection sous « l'ancien système », seuls 13 États en organisent. Cette année-là, la décision surprise du président démocrate Lyndon B. Johnson de ne pas briguer de second mandat enclenche une série d'évènements qui forceront le Parti démocrate à revoir de fond en comble son processus de nomination. [Le retrait de Johnson survient en pleine saison](#)



[des primaires](#) alors que la nomination du président est contestée par deux sénateurs progressistes opposés à la guerre du Vietnam, Eugene McCarthy (Minnesota) et Robert Kennedy (New York). Johnson remporte le New Hampshire à l'arraché contre McCarthy et, au moment d'annoncer sa décision, des sondages le donnent perdant dans la primaire suivante au Wisconsin.

Après le retrait du président, son vice-président [Hubert Humphrey entre dans la course, sans toutefois participer à la moindre primaire](#). Cela ne l'empêche pas, en tant que candidat favori de l'establishment, d'être couronné candidat démocrate lors du premier tour de vote à la [convention de Chicago](#). Ce résultat enflamme les partisan-e-s de McCarthy, qui a remporté le plus grand nombre de primaires et qui est le seul *challenger* restant après l'assassinat de Robert Kennedy. De violents affrontements entre des manifestant-e-s et les forces policières exposent alors [au monde entier](#) les divisions à l'intérieur du parti.

En réaction à la convention désastreuse et à la [défaite subséquente de Humphrey](#) face à Richard Nixon lors de l'élection générale, le Comité national démocrate crée la commission McGovern-Fraser en 1969 pour réformer et moderniser le processus de nomination. [Son rapport final propose une série de mesures pour réformer le mode de sélection des délégué-e-s et garantir notamment une plus grande représentativité](#). La règle d'unité obligeant les délégations d'État à voter en bloc est abolie, et les délégué-e-s doivent préalablement [déclarer leur préférence](#) pour la candidature qu'ils appuieront au premier tour (*pledged delegates*). [Le nouveau système](#) est mis en place chez les démocrates dès 1972, tandis que le Parti

républicain adopte des réformes similaires lors du cycle électoral de 1976.

Afin de se conformer à ces directives, la plupart des États organisent alors des [primaires](#) pour choisir les délégué-e-s qui seront envoyés aux conventions nationales des partis. Les réformes démocratisent ainsi massivement le processus de nomination en l'élargissant à l'ensemble de la population éligible à voter. Elles provoquent par ailleurs de [vives réactions au sein des partis, puisqu'elles retirent énormément d'influence à leurs élites traditionnelles](#). En effet, le nouveau [système favorise les outsiders](#) qui peuvent espérer sécuriser la nomination [sans l'aval des élites partisans](#). George McGovern (1972) et Jimmy Carter (1976), deux candidats évoluant en marge de l'establishment démocrate, parviennent ainsi à remporter les deux premières primaires démocrates organisées dans le nouveau système. Ronald Reagan passe pour sa part près de détrôner le président républicain sortant Gerald Ford en 1976, puis remporte la nomination quatre ans plus tard, au grand dam des élites du Grand Old Party, qui lui préféreraient George H. Bush, archétype de l'*insider* républicain.

Du côté démocrate, le processus de nomination est amendé après l'élection de 1980 pour restaurer une partie de l'influence des élites partisans à travers la création des [superdélégué-e-s](#). Choisis parmi les élites démocrates et représentant généralement moins de 20 % de l'ensemble de la délégation aux conventions nationales, les superdélégué-e-s sont des délégué-e-s qui ne sont pas engagés en faveur d'une candidature et peuvent donc appuyer le candidat-e de leur choix à la convention. Bien qu'ils n'aient jamais renversé la volonté populaire, [leur création sert en quelque sorte de garde-fou](#) pour

rendre les conventions plus flexibles dans leurs réponses aux circonstances changeantes et vise à assurer un choix jugé raisonnable par les élites partisans. En 2016, le [ralliement presque unanime des superdélégué-e-s](#), plusieurs mois avant la convention, derrière la candidature d'Hillary Clinton — s'il n'a en dernière instance rien changé au résultat de la course entre Clinton et le sénateur du Vermont Bernie Sanders — a entraîné une remise en question de ce système en raison du détournement potentiel de la volonté populaire. [Une réforme a donc été adoptée en 2018](#). Elle fait en sorte que les superdélégué-e-s ne votent plus au premier tour et sont appelés à voter uniquement si un deuxième tour est nécessaire, ce qui ne s'est pas vu depuis [1952](#). À noter que, de leur côté, les républicain-e-s n'ont pas de superdélégué-e-s, mais un équivalent qui s'appelle les [unpledged delegates](#). Leur poids est toutefois moins grand à la convention républicaine que celui des superdélégué-e-s à la convention démocrate. En 2024, les *unpledged delegates* républicains comptent pour [4 % des délégué-e-s républicains](#) alors que les superdélégué-e-s démocrates comptent pour [16 % des délégué-e-s démocrates](#).

La course aux délégué-e-s

Depuis les réformes, la nomination présidentielle s'obtient au terme d'une [course aux délégué-e-s](#) qui s'amorce au début de l'année de l'élection présidentielle, dure plusieurs mois et se termine avec les conventions nationales quadriennales qui ont lieu au cours de l'été. À travers ce processus, tous les États, les territoires américains et le District de Columbia votent successivement pour composer leur délégation, dont la taille varie en fonction de

plusieurs critères¹. L'obtention d'une majorité absolue de délégué-e-s au niveau national est nécessaire pour obtenir la nomination. Bien que rien ne garantisse l'obtention de cette majorité, tous les cycles de primaires s'étant tenus depuis l'adoption des réformes des années 1970 ont permis à un candidat-e d'arriver aux conventions démocrates et républicaines [avec la majorité requise](#).

Le rôle des partis

Le [Parti démocrate](#) et le [Parti républicain](#) décident des règles et des modalités pour l'attribution des délégué-e-s. Ils déterminent également le calendrier des élections. Ce calendrier change d'un cycle à l'autre. En raison de l'avantage qu'il confère aux premiers États, [l'ordre des primaires et des caucus peut mener à des débats](#) houleux au sein des partis. Jusqu'à 2020, le cycle débutait, pour les deux partis, par le [caucus de l'Iowa](#), suivi de la [primaire du New Hampshire](#). Ces deux premiers rendez-vous étaient suivis par le Nevada et la Caroline du Sud, dont l'ordre alternait d'un cycle électoral à l'autre. En vue de l'élection de 2024, le Parti démocrate a toutefois décidé de [changer l'ordre des primaires pour donner moins de poids à l'Iowa et au New Hampshire](#), deux États dont la population blanche et rurale est considérée comme non représentative de la population américaine en général et de l'électorat démocrate en particulier. Le [président Biden](#) considère donc que la Caroline du Sud (3 février) constitue le premier véritable rendez-vous des primaires, suivi du Nevada (6 février) et du Michigan

(27 février). L'Iowa est relégué au Super Tuesday (5 mars) et a laissé de côté son auguste caucus, [dont les ratés en 2020 ont été une source d'embarras pour le parti](#), au profit d'un système de vote entièrement par correspondance.

Malgré la volonté du Parti démocrate de réduire l'importance de l'Iowa et du New Hampshire, le gouverneur de ce dernier État, le républicain Chris Sununu, a annoncé [qu'il maintiendrait la date du 23 janvier pour les primaires démocrates et républicaines de 2024](#), et ce, même si [Joe Biden a choisi de ne pas faire figurer son nom](#) sur les bulletins de vote côté démocrate. Il ne s'agit pas que d'un coup de Jarnac dicté par les rivalités partisans : la tradition séculaire de tenir la première primaire de la nation est un motif de fierté pour les citoyen-ne-s du *Granite State* et fait partie de l'identité de l'État. [Une loi adoptée en 1975 à la législature de l'État](#) stipule même que le New Hampshire doit obligatoirement tenir la première primaire lors de chaque cycle électoral, quitte à devancer la date du scrutin si un État impudent cherchait à doubler l'État du Nord-Est. En allant à l'encontre des directives du parti national, les délégué-e-s démocrates qui seront choisis lors de cette primaire [courent le risque d'être pénalisés](#) à la convention nationale. Du côté des républicain-e-s, où l'appétit pour une réforme du calendrier des primaires est beaucoup plus modeste, on a choisi de [maintenir l'ordre traditionnel](#) : l'Iowa et le New Hampshire marquent donc le coup d'envoi de la saison des primaires républicaines de 2024, comme à l'habitude.

Les deux partis se distinguent également en ce qui a trait [aux règles qui déterminent la manière dont les candidat-e-s aux primaires remportent les](#)

1 Du côté démocrate par exemple, [le nombre de délégué-e-s par État en 2024](#) dépendait entre autres du vote populaire exprimé dans les États lors des élections présidentielles de 2012, 2016 et 2020, ainsi que du nombre de votes au Collège électoral de chaque État à l'élection générale.

[délégué-e-s](#) en vue des conventions nationales. Le Parti républicain permet aux États de choisir entre une allocation proportionnelle, une allocation unitaire (*winner-take-all*) ou un mélange des deux, c'est-à-dire que le candidat-e qui termine en première place peut remporter l'ensemble des délégué-e-s s'il atteint un certain seuil (plus de 50 % du vote populaire par exemple). Pour leur part, les démocrates interdisent l'allocation unitaire des délégué-e-s et ont recours exclusivement à l'allocation proportionnelle. Seule contrainte : les candidat-e-s doivent remporter au moins 15 % du vote populaire pour récolter des délégué-e-s.

Bien que la majorité des États ont adopté au fil du temps un système de primaires, un certain nombre d'entre eux maintiennent contre vents et marées [un système de caucus](#). Les caucus sont des réunions politiques publiques où les membres d'un parti se rassemblent pour discuter, choisir et distribuer les délégué-e-s aux candidat-e-s en fonction des appuis populaires. Les plus célèbres de ces caucus sont ceux de l'Iowa. En 2024, [des changements majeurs ont été adoptés du côté des démocrates](#) : les électeur-trice-s du parti peuvent exprimer leur préférence

pour leurs candidat-e-s présidentiels à l'aide d'un bulletin de vote envoyé par la poste, mais les caucus qui se tenaient autrefois en personne ne sont plus qu'une réunion pour discuter des orientations du parti. Ce changement reflète [une tendance nationale](#) des États à abandonner le système des caucus au profit des primaires. Celles-ci sont des élections dans un format plus traditionnel où les choix individuels sont inscrits sur des bulletins de vote confidentiels. [Il existe trois types de primaires](#) (ouvertes, fermées et semi-fermées) qui se distinguent selon la possibilité pour les électeur-trice-s ayant déclaré une affiliation partisane (ou non) de participer (ou non) dans les élections d'un ou des deux partis.

Stratégies et séquence

[La stratégie des candidat-e-s lors des primaires](#) doit tenir compte de [trois éléments fondamentaux](#). D'abord, les taux de participation aux élections primaires sont faibles, tournant généralement [autour de 20% du total d'électeur-trice-s éligibles](#). L'[électorat des primaires](#) comprend dans l'ensemble des [individus plus intéressés à la politique et plus militants](#) que le grand public. Le public cible n'est donc pas le même que lors de l'élection générale. C'est pourquoi il importe de bien cibler cet électorat, notamment en adoptant des positions qui s'écartent du centre politique, quitte à se recentrer plus tard lors de l'élection générale. Ensuite, le dépassement des attentes lors des premières courses est primordial pour remporter la nomination présidentielle, surtout pour un candidat-e moins connu qui tente de s'imposer. [L'objectif](#) est de créer un engouement, d'accroître la visibilité médiatique et d'inciter les donateur-trice-s à financer la suite de la campagne.



Ainsi, depuis le début de [« l'ère moderne » des élections présidentielles en 1972](#), lorsque le système des caucus et des primaires a commencé à se répandre dans le pays, tous les candidat-e-s républicains et démocrates à l'élection générale ont terminé au moins seconds dans l'un ou l'autre des caucus de l'Iowa et des primaires du New Hampshire. Le seul qui ait fait une entorse à cette règle est [Joe Biden du côté démocrate en 2020](#), qui avait été 4^e de son parti en Iowa et 5^e New Hampshire avant de rebondir au Nevada et en Caroline du Sud et de balayer le Super Tuesday, pavant ainsi la voie vers sa nomination. Pour optimiser les ressources disponibles, les candidat-e-s accordent par ailleurs une attention particulière aux États populeux comptant un grand nombre de délégué-e-s, comme lors du [Super Tuesday](#), qui se tient habituellement début mars, et où plusieurs États tiennent simultanément leurs primaires et caucus, déterminant environ le tiers de tous les délégué-e-s.

À partir des années 2000, les nouvelles technologies et les médias sociaux permettent aux candidat-e-s de rejoindre directement les électeur-trice-s pour transmettre leur message et obtenir du financement de petits donateur-trice-s. Cette nouvelle dynamique accentue l'apparition de [candidatures faisant explicitement campagne contre l'establishment du parti](#), car elle rend les [candidat-e-s moins dépendants](#) des grands donateur-trice-s et de l'appareil partisan.

Les conventions

La saison des caucus et des primaires se conclut par la tenue des conventions nationales des partis, qui ont lieu à l'été. En 2024, les conventions républicaine et démocrate sont respectivement prévues

[du 15 au 18 juillet à Milwaukee, et du 19 au 22 août à Chicago](#). Les conventions nationales permettent de [marquer la transition](#) vers l'élection générale prévue en novembre. Lors des conventions, [on officialise le choix des candidat-e-s à la présidence](#), en plus d'annoncer le nom de leurs colistier-ère-s. Les partis y [adoptent également leur plateforme électorale officielle](#). [Chaque parti est responsable](#) de l'organisation et du financement de sa convention, qui se déroule, dans les deux cas, essentiellement de la même façon et dure quatre jours. Traditionnellement, le parti qui n'est pas au pouvoir à la Maison-Blanche tient sa convention en premier. Cette grande foire partisane est la plupart du temps organisée dans les grands centres urbains d'États pivots ([swing states](#)), c'est-à-dire des [États qui peuvent basculer](#) pour l'un ou l'autre de parti et qui s'avèrent donc cruciaux lors de l'élection (tableau 1).

En choisissant Chicago en 2024, les démocrates deviennent le premier parti en 20 ans à tenir sa convention dans un [État qui n'est pas considéré comme « pivot »](#), l'Illinois étant classé comme [solide démocrate](#). Il s'agit néanmoins d'une ville du Midwest, une [région des plus névralgiques](#) pour remporter la Maison-Blanche. Par ailleurs, d'autres facteurs sont pris en compte au moment de choisir la ville hôte, notamment la présence des ressources requises pour l'organisation d'un tel événement, incluant un [amphithéâtre moderne et suffisamment vaste ainsi qu'un hébergement adéquat](#) à proximité du lieu de la convention. L'organisation des conventions débute environ 18 mois avant l'évènement avec l'[appel à la convention](#) (*Call to Convention*), qui invite

Tableau 1 : Lieu des conventions quadriennales, 2004-2024

Année	Parti	Ville (État)	État pivot ?	Remporté par le parti lors de l'élection générale?
2024	Démocrate	Chicago (Illinois)	Non	À déterminer
	Républicain	Milwaukee (Wisconsin)	Oui	À déterminer
2020*	Démocrate	Milwaukee (Wisconsin)	Oui	Oui
	Républicain	Charlotte (Caroline du Nord)	Oui	Oui
2016	Démocrate	Philadelphie (Pennsylvanie)	Oui	Non
	Républicain	Cleveland (Ohio)	Oui	Oui
2012	Démocrate	Charlotte (Caroline du Nord)	Oui	Non
	Républicain	Tampa (Floride)	Oui	Non
2008	Démocrate	Denver (Colorado)	Oui	Oui
	Républicain	St. Paul (Minnesota)	Oui	Non
2004	Démocrate	Boston (Massachusetts)	Non	Oui
	Républicain	New York (New York)	Non	Non

* En raison de la pandémie de COVID-19, les conventions de 2020 se sont tenues principalement en mode virtuel.

Source : [FiveThirtyEight](#), [Ballotpedia](#), [Democratic National Committee](#), [Republican National Committee](#).

officiellement chaque État à sélectionner les délégué-e-s qui y agiront comme représentant-e-s de leur État. Pendant les journées de la convention, les cadres du parti participent à des rencontres et à des groupes de travail pour s'entendre sur un programme électoral. Les fins de journée et les soirées sont réservées pour les votes importants et les discours des ténors du parti. Les prises de parole de membres et candidat-e-s moins influents ou de la relève ont quant à elles lieu durant la journée. Les discours sont diffusés sur la chaîne d'affaires publiques C-SPAN, mais ceux des principaux intervenant-e-s (incluant les candidat-e-s à la présidence et la vice-présidence) sont [relayés sur les chaînes nationales](#) à heure de grande écoute. [La convention se termine par les discours d'acceptation du candidat-e et de son colistier-ère.](#)

Malgré le faste qui leur est associé, les conventions ont [perdu au fil du temps une partie de leur importance](#). Comme mentionné précédemment, depuis l'avènement du système moderne de nomination, le nom du candidat-e présidentiel [a toujours été connu](#) plusieurs mois avant la convention. De plus, l'avènement de la télévision, puis d'Internet, ont eu pour effet de transformer les conventions en spectacles télévisuels, alors que les discours sont désormais scriptés pour un auditoire national plutôt que pour les militant-e-s et cadres du parti présents sur place. Cela étant dit, les conventions ont toujours pour objectif de [promouvoir l'unité du parti et de mousser l'enthousiasme des électeur-trice-s envers les candidat-e-s et le programme](#). Elles permettent aussi de discuter et d'arriver à des compromis entre les différentes factions.

Un système démocratique... qui laisse peu de place à la grande majorité des électeur-trice-s

[Les réformes adoptées dans les années 1970](#) et qui ont institué le système contemporain des primaires constituent un grand pas dans la démocratisation du processus de sélection des candidat-e-s présidentiels. Loin de la dynamique opaque des [smoked-filled rooms](#), les primaires ont fortement réduit l'influence des élites des deux partis au profit des électeur-trice-s. Ceux-ci se sont parfois rangés derrière des candidat-e-s qui, comme Donald Trump en 2016 (et, dans une certaine mesure, Bernie Sanders en 2016 et 2020), n'auraient pas eu l'ombre d'une chance dans le système préprimaire. Cette démocratisation du choix des candidat-e-s présidentiels demeure toutefois partielle, dans la mesure où les Américain-e-s n'ont pas tous la possibilité de peser de manière égale dans le processus de nomination.

Puisque le cycle des primaires s'étend sur plusieurs mois, les États qui votent en premier ont nécessairement plus d'influence que ceux qui votent plus tard. Le problème est exacerbé par le phénomène du [front-loading](#): un grand nombre d'États tiennent leurs primaires au début du cycle (notamment lors du Super Tuesday), de sorte que le nom du candidat-e est généralement connu vers la mi-mars, plusieurs mois avant que l'électorat d'États populeux comme la Californie et le New Jersey, qui organisent traditionnellement leurs primaires en juin, ait pu faire entendre sa voix.

Plusieurs suggestions pour rectifier cette situation ont été mises de l'avant au fil du temps, dont celle

d'organiser [une primaire nationale](#) qui se tiendrait au même moment à travers le pays. Si cette idée qui circule depuis de nombreuses années semble tomber sous le sens, elle irait à l'encontre d'un des objectifs fondamentaux des primaires modernes, soit celui d'offrir une chance à des candidat-e-s disposant de moyens financiers et d'une notoriété modestes de se faire connaître [dans de petits États](#) (où faire campagne coûte moins cher) et d'ainsi jeter les bases d'une campagne nationale. Dans un système de primaire nationale unique, une candidature comme celle de [Barack Obama en 2008](#) n'aurait probablement eu aucune chance de s'imposer contre Hillary Clinton, une candidate bénéficiant alors d'une notoriété quasi universelle auprès de l'électorat démocrate et pouvant compter sur l'appui de l'establishment du parti. Du côté républicain, le système des caucus et des primaires a également permis à Donald Trump de s'imposer en 2016, malgré [les sérieuses réserves des caciques du parti](#).





Comment se gagne l'élection présidentielle?

Insister sur les enjeux prioritaires pour le parti et la nation

[Les partis politiques s'appuient sur une coalition d'électeur-trice-s aux préoccupations variées](#), ce qui entraîne inévitablement des [luttés d'influence](#) entre différentes factions qui cherchent à mettre de l'avant leurs priorités. Cette dynamique pousse les partis à faire des choix même si [ceux-ci ne concordent pas parfaitement](#) avec les préférences de l'électorat. Lors des élections présidentielles, les partis essaient néanmoins de mousser les enjeux qui leur sont favorables. Aux yeux de la population, un [parti peut sembler plus compétent pour s'attaquer à un enjeu particulier](#). Ainsi, historiquement, et comme [on le voit encore en 2024](#), les démocrates sont perçus comme plus aptes à gérer les questions liées aux droits civiques et à l'accès aux soins de santé, tandis que les républicain-e-s bénéficient d'un avantage sur les questions d'économie ou de sécurité. [La perception de l'électorat peut varier d'une élection à l'autre, mais demeure généralement stable](#). En privilégiant un enjeu, un candidat-e ou un parti tente de bénéficier de la réputation de sa formation politique. Par exemple, un politicien-ne du Parti républicain sera moins enclin à brandir la question climatique, puisque cet enjeu est davantage associé au Parti démocrate. Il évite du même coup de diviser sa propre coalition électorale, qui pourrait être en désaccord avec le choix des thèmes priorisés. [Ainsi, en 2020, la grande majorité \(68 %\) des](#)

[électeur-trice-s démocrates plaçait la question environnementale au cœur de leurs priorités. Chez les républicain-e-s, cette proportion n'était que de 11%.](#)

Avec son slogan « Make America Great Again », référence au retour à une prospérité économique qu'il estime disparue, Donald Trump choisit de faire de l'économie son cheval de bataille lors de la présidentielle de 2016. Cette stratégie porte ses fruits, l'économie trônant [alors au sommet des préoccupations de l'électorat](#) : plus de huit Américain-e-s sur dix croient qu'il s'agit de l'un des enjeux les plus importants en prévision du scrutin. Cette proportion est encore plus élevée chez les électeur-trice-s républicains, où elle atteint 90 %. [Une dynamique semblable s'observe lors des élections de mi-mandat de 2018](#), mais cette fois à l'avantage du Parti démocrate alors que les enjeux liés à la santé dépassent toute autre préoccupation aux yeux de la population. [La coalition démocrate place ce thème au cœur de sa campagne](#), ce qui contribue sans doute aux gains importants enregistrés par le parti, qui reprend notamment le contrôle de la Chambre des représentants pour la première fois en huit ans.

Constitution d'une coalition électorale

À l'image d'une compagnie cherchant à vendre un nouveau produit, le politicien-ne qui se lance dans

la course pour une élection présidentielle doit pouvoir compter sur l'existence d'un « marché » viable pour sa candidature. [Le calcul est d'autant plus compliqué](#) qu'il faut d'abord cibler des groupes au sein de l'électorat du parti afin de s'imposer lors des primaires et, ensuite, tenter de convaincre une combinaison de clientèles électorales à travers l'ensemble de la population pour remporter l'élection générale. En 1932, le gouverneur démocrate de New York FDR parvient à mettre fin à la mainmise des républicain-e-s sur la Maison-Blanche en tablant non seulement sur l'insatisfaction de la population par rapport à la gestion de la crise économique, mais aussi en réunissant ce qu'on a désigné par la suite comme la « [coalition du New Deal](#) ». Celle-ci est formée d'une myriade de groupes dont les plus importants sont les classes ouvrières des grandes villes (incluant les Afro-Américain-e-s et les immigrant-e-s de première et deuxième générations) et les Blanc-che-s du Sud. Cette coalition permet aux démocrates de dominer la politique fédérale pendant plusieurs décennies. En 1972, la [Southern Strategy](#) du président Richard Nixon contribue à sa réélection en rassemblant une coalition formée d'électeur-trice-s traditionnels du Parti républicain (gens d'affaires, membres des professions libérales, populations de l'Ouest et du Midwest) auxquels se greffent des clientèles traditionnelles du Parti démocrate (notamment les électeur-trice-s du Sud et la classe ouvrière des grandes villes du Nord). Celles-ci [ont quitté ce parti](#) après son virage en faveur des droits civiques et sont attirées par la rhétorique de la loi et l'ordre du républicain.

En 1980, Ronald Reagan s'appuie [sur trois types de droites pour gagner l'élection](#) : la droite fiscale

soucieuse de réduire les dépenses et la présence de l'État dans la sphère socioéconomique; la droite néoconservatrice désirant voir les États-Unis confronter la menace communiste; et la droite religieuse unie autour du mouvement de la « Majorité morale » du pasteur Jerry Falwell. À celles-ci se joignent un grand nombre d'électeur-trice-s blancs du nord issus de la classe ouvrière, des électeur-trice-s que le sondeur démocrate [Stanley B. Greenberg décrit comme des Reagan Democrats](#). Cette coalition a permis à l'ancienne vedette hollywoodienne de confortablement remporter son élection puis sa réélection et a porté à la présidence son vice-président George H. Bush en 1988. Du côté démocrate, [Barack Obama a lui aussi su réunir une coalition](#) unissant des opposant-e-s à la guerre en Irak, les femmes, l'électorat issu des minorités noires, hispaniques et asiatiques, les jeunes de la génération des millénariaux, dont la plupart étaient appelés à voter pour la première fois et, cruciallement, les ouvrier-ère-s syndiqués, notamment dans le Midwest.

Cibler les États clés

À chaque élection présidentielle, une [poignée d'États détermine le gagnant-e](#). Ces « États pivots » ou « États clés » (*swing states*) ne sont pas dominés par l'un des deux partis; ils peuvent donc pencher d'un côté ou de l'autre selon les cycles électoraux. Ce sont eux qui, en définitive, déterminent le résultat de l'élection. En conséquence, démocrates et républicain-e-s les courtisent en y investissant des [sommes colossales](#). Le nombre d'États clés et leur

identité peuvent varier d'un scrutin à l'autre², mais on peut déjà s'attendre à ce qu'en 2024, au moins sept d'entre eux, totalisant 93 votes au Collège électoral (sur 538), soient au cœur de la course présidentielle : [Pennsylvanie, Michigan, Wisconsin, Nevada, Arizona, Géorgie et Caroline du Nord](#).

Le traditionnel « mur bleu démocrate »

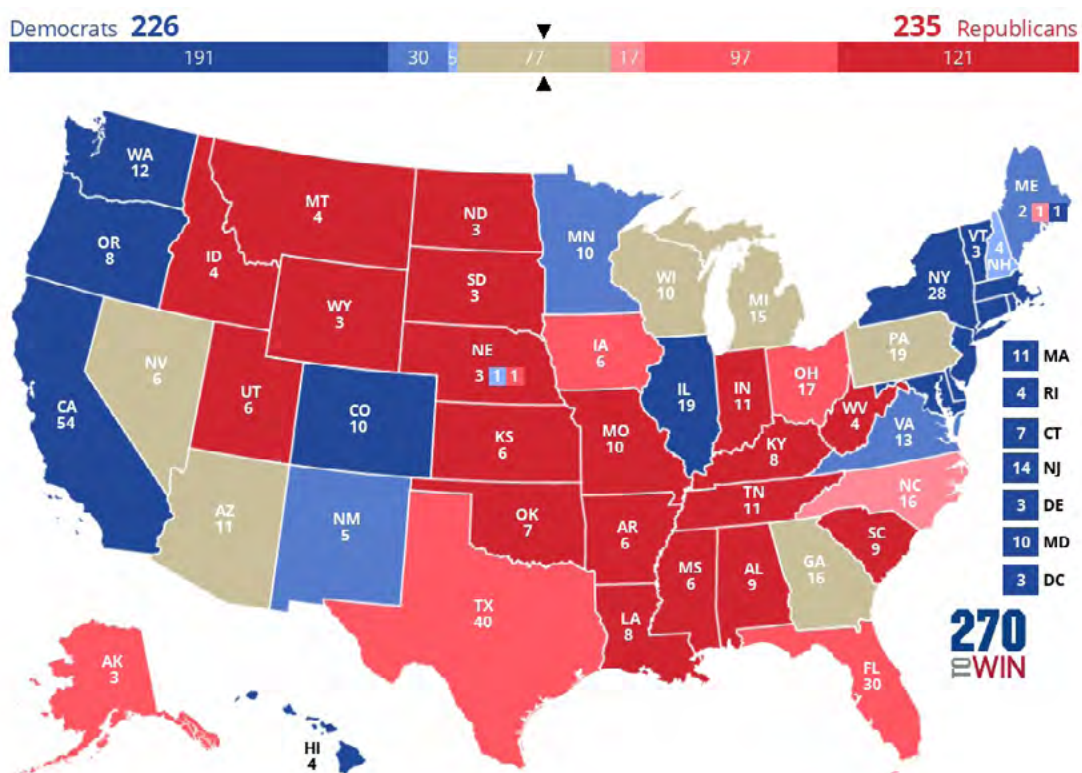
Autrefois considérés comme des États acquis au Parti démocrate, le Wisconsin, le Michigan et la Pennsylvanie sont désormais au cœur de toutes les convoitises. [Entre 1992 et 2012](#), ces trois États [votent systématiquement pour les candidat-e-s démocrates](#) lors des présidentielles. L'élection de 2016 déroge à cette tendance : Donald Trump les remporte par de [courtes majorités](#). Ils reviennent cependant [dans l'escarcelle démocrate en 2020, encore une](#)

² On observe néanmoins une [réduction constante](#) du nombre de ces États.

[fois par de faibles marges](#). En 2024, il faudra surveiller si les [populations rurales](#), nombreuses dans ces trois États, poursuivront leur rapprochement avec le Parti républicain. À l'inverse, les banlieues des grands centres urbains comme [Détroit, Milwaukee, Philadelphie et Pittsburgh](#), où l'électorat se distancie de plus en plus du Grand Old Party, pourraient être les fers de lance d'une victoire démocrate.

Un Sud plus compétitif

La région du Sud des États-Unis est, [depuis plusieurs décennies](#), un bastion républicain. Néanmoins, deux États risquent encore une fois d'être au cœur de toutes les batailles en 2024. En 2020, la Géorgie a voté pour un candidat démocrate pour la première fois depuis 1992. [À Atlanta et dans ses banlieues](#), la forte participation de l'électorat afro-américain s'est avérée décisive pour permettre à Joe Biden de remporter l'État par [moins de 12 000 votes](#). La course



Source : [270towin](#)

devrait à nouveau y être [serrée en 2024](#), d'autant que les [deux partis](#) ont montré qu'ils étaient [prêts à prendre les moyens nécessaires pour remporter le Peach State](#).

Comptant pour 16 voix au Collège électoral (comme la Géorgie), la [Caroline du Nord](#) échappe continuellement aux démocrates. [Depuis 1980](#), les républicain-e-s ont remporté le *Tar Heel State* [10 fois sur 11](#), la seule exception étant la victoire de Barack Obama en 2008. Malgré ces échecs, [le Parti démocrate continue d'y investir des ressources considérables](#), encouragé par le [portrait sociodémographique](#) de cet État qui compte plusieurs grandes zones urbaines et centres universitaires de même qu'une importante population afro-américaine. Par ailleurs, l'écart entre les candidat-e-s démocrates et républicains y est systématiquement [inférieur à 5 %](#) depuis 2008.

Faire campagne dans le désert

Comptant seulement pour 6 votes au Collège électoral, [le Nevada est pourtant un État clé](#). En 2020, le Parti républicain [menace la mainmise des démocrates](#) sur cet État (bleu depuis 2008), [passant à](#)

[moins de 35 000 voix](#) de l'emporter. Le Grand Old Party et Donald Trump connaissent notamment du succès auprès [des électeur-trice-s hispaniques](#), nombreux dans cet État du Sud-Ouest. De leur côté, les démocrates espèrent contenir leurs adversaires [grâce à l'appui des syndicats](#), très présents dans le [secteur hôtelier](#) à Las Vegas.

[L'Arizona](#) est historiquement un des châteaux forts du Parti républicain. Il a d'ailleurs été représenté au Sénat pendant des décennies par Barry Goldwater et John McCain, deux des plus importantes figures nationales du Parti républicain ayant chacun été candidat malheureux à la présidence des États-Unis (en 1964 et 2008 respectivement). [Depuis quelques années toutefois](#), l'État penche davantage du côté démocrate. En 2020, [Biden est devenu le premier démocrate à remporter cet État](#) lors d'une élection présidentielle depuis 1996. Qui plus est, la gouverneure de l'État, Katie Hobbs, ainsi que l'un des deux sénateur-trice-s du *Grand Canyon State* à Washington, Mark Kelly, sont démocrates³. La seconde, Kyrsten Sinema, est quant à elle indépendante, mais a été élue sous la bannière du Parti démocrate et fait toujours caucus avec lui⁴. Ceci dit, ces victoires ont été remportées à l'arraché : l'Arizona, avec ses 11 grands électeurs, sera donc naturellement [au cœur de la bataille en 2024](#). Le comté de Maricopa sera à surveiller, puisqu'il abrite près de [60 %](#) de la population de l'État et inclut la ville et les banlieues de Phoenix.

³ En date de janvier 2024.

⁴ En date de janvier 2024.



Comment vote-t-on aux États-Unis?

Un système décentralisé et ses conséquences

Les origines politiques et constitutionnelles de la fondation du pays expliquent les complexités du système de votation. En effet, [la Constitution de 1787 confie aux États le pouvoir d'organiser les élections](#). Lors de la conférence constitutionnelle de Philadelphie, la question du fédéralisme est un enjeu majeur dont discutent les Pères fondateurs, car ils représentent des États attachés à leur autonomie qui craignent leur effacement au profit d'un gouvernement central tout-puissant. La souveraineté des États se manifeste donc, entre autres, à travers leurs systèmes électoraux respectifs. Si ceux-ci doivent respecter [certaines lignes directrices](#) émanant de la Constitution et de ses amendements, de même

que certaines lois fédérales⁵, chaque État est responsable du déroulement de ses élections et de tout ce qui entoure le processus électoral : enregistrement sur les listes électorales, organisation des primaires, critères d'éligibilité, etc. Ainsi, [l'expérience électorale du pays est différente](#) pour chacun des 50 États et dans le District de Columbia, qui vote dans le cadre des élections présidentielles depuis l'adoption du [23e amendement](#) en 1961, ce qui génère [de grandes disparités en matière d'accessibilité au vote à travers le pays](#). Par exemple, le processus d'inscription sur la liste électorale varie selon l'État : l'enregistrement peut tantôt être de la responsabilité des électeur-trice-s, tantôt se faire [de façon automatique](#). Les États permettent, ou non, de voter par la poste en présentant, ou non, une preuve d'identité, qui varie d'un État à l'autre. Cette situation entraîne une accessibilité disparate au vote et, [dans certains États](#), un [fardeau plus important sur certaines communautés](#).

De nos jours, deux visions s'opposent concernant l'accessibilité au vote. À l'image de la polarisation politique actuelle, [celles-ci tendent à suivre les lignes partisanses](#). [Le Parti démocrate](#) est généralement associé au mouvement d'expansion de l'accès au vote. [Il prône notamment](#) l'élargissement des critères d'admissibilité au vote par la poste, de plus longues

⁵ Notamment la [loi électorale de 1845](#) qui établit que la population votera pour ses grands électeurs, lesquels ont la charge d'élire le président-e et le vice-président-e le premier mardi suivant le premier lundi du mois de novembre.

périodes pour voter par anticipation et l'installation de [boîtes de dépôt](#) pour le vote par correspondance. Ce sont habituellement [des législatures républicaines](#) qui tendent, pour leur part, à préconiser un plus grand encadrement du processus électoral. Elles mettent en place [des mesures jugées nécessaires](#) pour se prémunir contre les fraudes électorales et, ainsi, maintenir la [confiance de l'électorat envers le système](#). L'une des mesures phares de ce mouvement est l'obligation de présenter des [pièces d'identité très précises](#) pour pouvoir voter. Il préconise également de restreindre le [droit de vote des criminel-le-s](#) même après la fin de leur sentence, ou encore les périodes de vote par anticipation, [jugées propices à la fraude](#).

[Lors de l'élection présidentielle de 2020](#), Donald Trump et de nombreux républicain-e-s ont par ailleurs exprimé [des critiques envers le vote par correspondance](#), que plusieurs États ont élargi [dans le contexte de la pandémie de COVID-19](#) pour réduire les contacts en personne dans les bureaux de vote et ralentir la

propagation du virus. Utilisé depuis longtemps par les [militaires postés à l'étranger ou par les personnes ne pouvant être présentes](#) le jour de l'élection, le vote par correspondance est de plus en plus accessible au pays, mais, encore une fois, de façon inégale. Si [dans certains États](#) tous les électeur-trice-s peuvent s'en prémunir, d'autres leur exigent de justifier la demande. [Huit États \(Californie, Colorado, Hawaï, Nevada, Oregon, Utah, Vermont et Washington\)](#) utilisent [principalement](#) – mais pas nécessairement exclusivement – le vote par correspondance : ils distribuent automatiquement un bulletin de vote à toutes les personnes inscrites sur leurs listes électorales. Les électeur-trice-s peuvent ainsi remplir le bulletin de vote et le retourner par la poste ou par d'autres méthodes [comme les boîtes de dépôt de vote](#), dont le nombre et l'accessibilité varient selon les États. Ces huit États permettent également le vote en personne si les électeur-trice-s le souhaitent.

La pandémie de COVID-19 a ainsi eu [un effet durable sur le vote par correspondance](#). Lors de l'élection de 2020, 43 % des électeur-trice-s au pays ont voté de cette manière, [comparativement à 21% en 2016](#). Lors des élections de mi-mandat de 2022, le pourcentage fut de [31,9%, comparativement à 25,6%](#) lors de celles de 2018. Le vote par correspondance continuera donc de jouer un rôle important à l'avenir, et ce, notamment durant le scrutin de 2024. Comme mentionné plus haut, les démocrates tendent à y voir un avantage et les républicain-e-s, un inconvénient. Les études scientifiques concluent toutefois que le vote par correspondance [n'avantage pas nécessairement un parti plus que l'autre](#).





Comment fonctionne le Collège électoral?

Le Collège électoral : mécanismes et origines

Bien que le Collège électoral ait été [créé en même temps que la Constitution](#), son fonctionnement demeure nimbé d'une aura de mystère et d'incompréhension, y compris aux États-Unis. Cette [institution](#) relève du suffrage universel indirect et est chargée tous les quatre ans d'élire de jure le président-e et le vice-président-e des États-Unis. Aujourd'hui, le Collège électoral est composé de [538 grands électeurs](#) répartis dans chaque État de l'Union, reflétant le nombre de représentant-e-s et de sénateur-trice-s dont ils disposent au Congrès. Par exemple, [lors de l'élection présidentielle de 2024](#), l'État de New York disposera de 28 grands électeurs (un de moins qu'en 2020, en raison de son évolution démographique), puisqu'on dénombre deux sénateur-trice-s et vingt-six représentant-e-s new-yorkais au Congrès. À l'exception du Maine et du Nebraska qui introduisent des [éléments de proportionnalité](#), les États [donnent l'ensemble de leurs votes au Collège électoral](#) au candidat-e y ayant remporté le vote populaire. Pour gagner une élection présidentielle, un candidat-e doit remporter la majorité des votes des grands électeurs, soit un minimum de 270 votes.

[Les grands électeurs sont des citoyen-ne-s de l'État](#) qu'ils représentent au Collège électoral. Ils ne peuvent être membres élus du Congrès ou occuper un poste fédéral. Chaque parti établit une liste des

grands électeurs qui est ensuite avalisée selon les procédures propres à chaque État pour pouvoir figurer sur le bulletin de novembre. Lors de l'élection générale, c'est donc sur ces listes que se prononce la population de chaque État. Ainsi, lorsqu'elle exerce son droit de vote dans une élection présidentielle, la population américaine participe dans les faits à [l'élection de la liste de grands électeurs](#) qui seront chargés de voter pour le ticket ayant remporté le vote populaire d'un État. Par exemple, lors de l'élection présidentielle de 2020, lorsque les électeur-trice-s de la [Californie](#) ont voté à la majorité (63,48 %) pour le ticket démocrate formé par Joe Biden et Kamala Harris, ils ont élu les 55 grands électeurs proposés par le Parti démocrate californien. [Ces grands électeurs se réunissent ensuite dans la capitale de leur État respectif](#) le lundi suivant le deuxième mercredi de décembre suivant l'élection et votent pour le président-e et le vice-président-e. Cette façon de procéder a été pensée par les Pères fondateurs pour [éviter qu'un individu ou un groupe d'individus puisse corrompre](#) l'ensemble du Collège électoral. Les votes des grands électeurs sont ensuite envoyés au Congrès des États-Unis pour être officiellement comptabilisés lors de la première semaine de janvier. Cette procédure qui sert à confirmer la victoire d'un candidat-e et de son colistier-ère est celle que des partisan-e-s de Donald Trump ont tenté d'interrompre lors de [l'insurrection du Capitole du 6 janvier 2020](#).

Comme plusieurs des principales institutions politiques américaines, le Collège électoral est issu [d'un compromis](#) entre les délégués réunis dans le cadre de la convention constitutionnelle de Philadelphie de 1787. Ce système quelque peu inusité est le fruit de [deux volontés contradictoires concernant la nomination du chef de l'exécutif](#). D'une part, la plupart des délégués [redoutaient la mise en place d'un régime de démocratie directe](#), car ils étaient d'avis que les citoyens ordinaires n'étaient pas en mesure d'évaluer avec justesse les qualités des candidatures au poste de président-e. D'autre part, un certain nombre de délégués souhaitaient assurer une légitimité forte au chef d'un État aux proportions continentales. Fortement inspiré de la pensée [d'Alexander Hamilton](#), le Collège électoral apparaît comme une solution idoine. En effet, en proposant une [méthode où le président-e est élu par un groupe restreint d'électeur-trice-s](#), eux-mêmes nommés par la population des différents États, Hamilton estime qu'il est possible de maintenir le lien entre le peuple et le président-e tout en s'assurant que l'élection du chef de l'exécutif ne soit pas décidée entièrement par les humeurs turbulentes des masses.

Le Collège électoral peut-il être amendé ou aboli?

Le système du Collège électoral a été maintenu pour chaque élection présidentielle depuis la ratification de la Constitution il y a plus de deux siècles. Si certains y voient le [garant de la stabilité du système politique américain](#), d'autres le considèrent comme la relique d'une ère révolue ayant plusieurs [effets néfastes](#). Le [premier de ces effets](#) est la possibilité

pour un candidat-e de remporter l'élection présidentielle sans avoir obtenu la majorité, ou même la pluralité des voix au vote populaire. Cela s'est produit [cinq fois \(en 1824, 1876, 1888, 2000 et 2016\)](#) sur les 55 élections s'étant déroulées depuis l'adoption du 12^e amendement en 1804. Qui plus est, lors des élections de [1960, 1968, 2004 et 2020](#), quelques dizaines de milliers de voix auraient pu entraîner une répétition de ce scénario. Un deuxième effet délétère du système du Collège électoral est qu'il encourage les candidat-e-s à [concentrer leurs efforts dans les quelques États pivots](#), qui sont en nombre restreint, mais qui déterminent néanmoins l'issue de l'élection. Des États aussi peuplés que la Californie, New York et l'Illinois — [respectivement 1^{er}, 4^e et 6^e en ce qui a trait à leur population](#) —, solidement démocrates, sont ignorés des candidat-e-s des deux partis. Ceux-ci jugent souvent (à raison) qu'il est plus stratégique de se concentrer sur la Floride, le Wisconsin, le Nevada et le New Hampshire, qui se classent respectivement [3^e, 20^e, 32^e et 41^e](#). Enfin, le système du Collège électoral renforce le bipartisme dans la mesure où la formule *winner-take-all* [nuît à l'émergence de tiers partis](#).

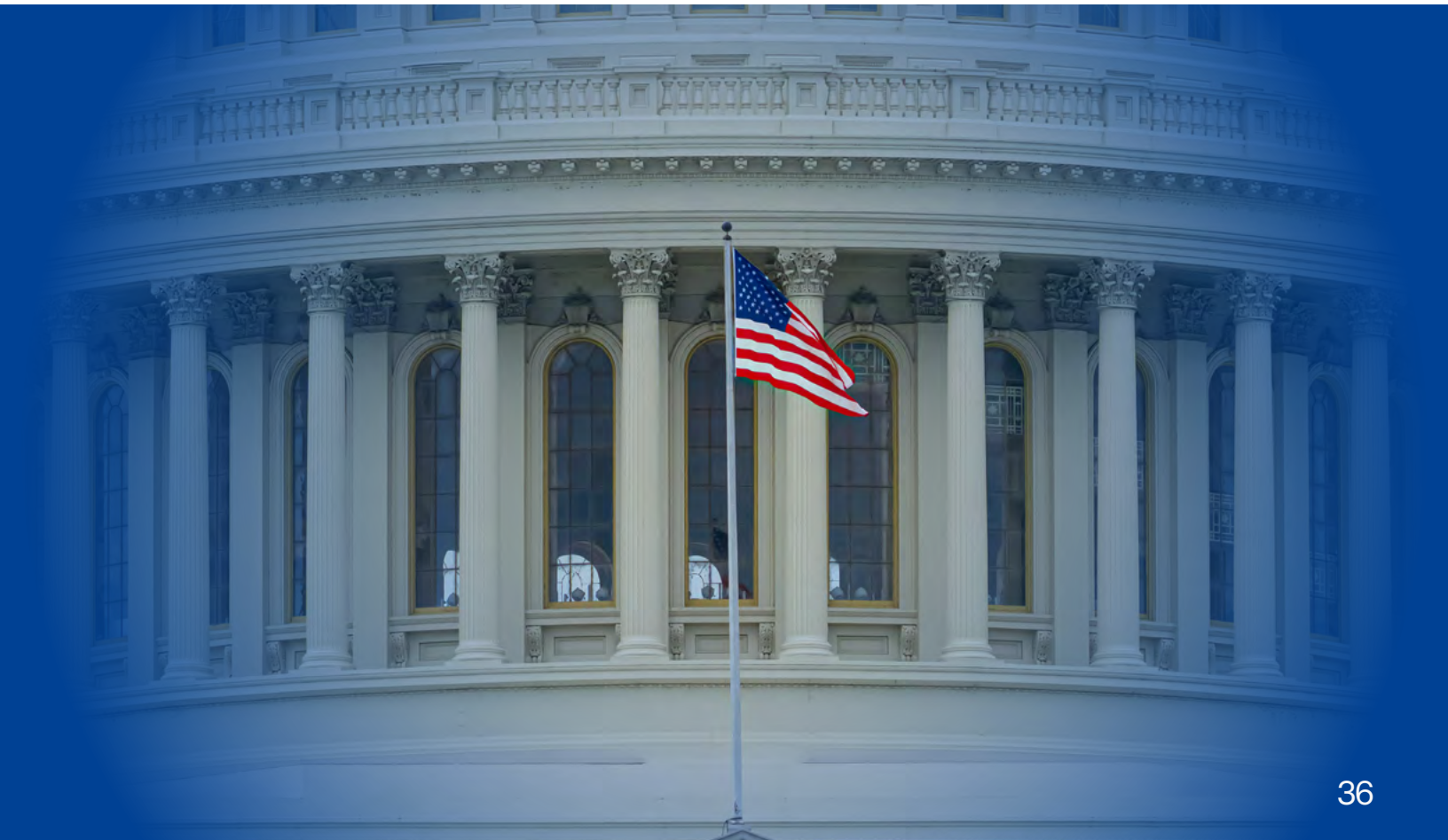
Malgré ces inconvénients, [maintes fois démontrés](#), les tentatives de réformes du Collège électoral peinent à prendre de l'élan. D'emblée, toute modification [nécessiterait un amendement constitutionnel](#), ce qui constitue en soi un [obstacle considérable](#). Historiquement, la [voie privilégiée](#) pour amender la Constitution requiert l'adoption du projet d'amendement par une majorité des deux tiers dans les deux chambres du Congrès, puis sa ratification par les trois quarts des législatures d'État. La polarisation actuelle, tout comme le fait que le [système](#)

[avantage aujourd'hui le Parti républicain](#), qui ne voudrait en aucun cas laisser tomber un tel atout, vient éliminer tout espoir d'une réforme dans un horizon prévisible.

C'est néanmoins par le biais d'amendements qu'ont été instaurées les deux plus importantes modifications au Collège électoral. Adopté en 1804, le [12^e amendement](#) oblige les grands électeurs à séparer leur vote pour les postes du président-e et du vice-président-e. [Auparavant, les grands électeurs ne faisaient pas cette distinction](#), le candidat ayant reçu le plus de votes devenait donc président et le second, vice-président. Cela a créé des duos particuliers : le deuxième président des États-Unis, le fédéraliste John Adams (1797-1801), eut pour vice-président son adversaire politique, le démocrate-républicain Thomas Jefferson. Le [23^e amendement](#), quant à lui ratifié en 1961, octroie au District

de Columbia trois votes au Collège électoral et confère ainsi une forme de représentation électorale aux citoyen-ne-s de la capitale américaine. Si cette réforme ne change pas de manière drastique le fonctionnement du Collège électoral, elle constitue néanmoins une rupture majeure avec son esprit initial en permettant, pour la première fois, à une entité qui n'est pas un État de participer à l'élection du président-e et du vice-président-e.

Les États-Unis ont failli [abolir ce système en 1969](#) quand le [Congrès a tenté de le remplacer](#) par un scrutin uninominal majoritaire à deux tours similaire à celui de la France. Or, le projet d'amendement, accepté à la Chambre des représentants, fut bloqué par le Sénat et ne put donc pas être soumis aux législatures des États en vue de son éventuelle ratification.





Comment se déroule la transition ?

Du jour de l'élection au 6 janvier

[En vertu du Presidential Transition Act \(PTA\)](#) de 1963, amendé depuis, plusieurs agences gouvernementales travaillent de concert avec la Maison-Blanche pour assurer une transition efficace. La [General Services Administration](#) (GSA) joue un rôle central. C'est elle qui doit déterminer quel candidat-e est considéré comme le [« président-e élu apparent »](#), et ce, bien avant que le processus de certification des résultats électoraux soit enclenché. C'est également à elle que revient la responsabilité de mettre en place l'infrastructure transitionnelle permettant de faire le pont entre l'administration sortante et les nouveaux locataires de la Maison-Blanche. En 2010, pour faire en sorte que le processus débute avant l'élection générale, [le PTA a été modifié](#) par l'instauration d'un conseil de transition de la Maison-Blanche et d'une exigence pour les candidat-e-s considérés sérieux de remettre un plan de transition potentiel.

Une fois la victoire officialisée par la GSA, un budget est automatiquement débloqué afin de payer les salaires de l'équipe transitoire, à qui des locaux et l'équipement nécessaire sont alloués. [Avant l'adoption du PTA, le processus était improvisé](#), et les partis politiques des élu-e-s devaient assumer les frais liés à la transition.

Une période cruciale

La période de transition est un moment crucial pour le transfert d'informations concernant la sécurité

nationale. À cet égard, l'élection de 2000 a constitué une leçon pour les administrations suivantes alors que le gagnant, George W. Bush, a été officialisé plus d'un mois après l'élection du 7 novembre en raison du résultat ultra serré en Floride. Ce n'est donc qu'à partir du [14 décembre que le processus de transition a pu formellement débiter](#). Le rapport de la Commission d'enquête sur les attentats du 11 septembre 2001 a par la suite [révélé que ce délai avait ralenti la nomination de nombreux fonctionnaires œuvrant dans le domaine de la sécurité nationale](#). Depuis, l'[Intelligence Reform and Terrorism Prevention Act of 2004](#) prévoit que l'administration sortante doit non seulement rendre disponibles, le plus rapidement possible, des documents classifiés résumant l'ensemble des menaces spécifiques à la sécurité nationale, mais également mettre en place une procédure accélérée pour attribuer des autorisations de sécurité aux personnes sélectionnées pour occuper des postes importants dans les départements et agences en lien avec ces enjeux.

[L'élection de 2020](#) constitue également un cas d'espèce étant donnée la complexité de la période de transition. Comme ce fut le cas vingt ans plus tôt, les résultats ont été contestés. Or, contrairement à Al Gore, Donald Trump n'a jamais concédé la victoire à Joe Biden, alléguant sans preuve tangible une fraude électorale d'envergure. De plus, à l'inverse de Gore, Trump était le président sortant, ce qui lui donnait une plus grande latitude pour nuire à la

fluidité de la transition. Bien qu'il ait contesté la validité des résultats dans une poignée d'États clés, il n'a obtenu [aucune victoire majeure](#) devant les tribunaux. Joe Biden a été déclaré vainqueur par tous les grands médias américains le [7 novembre 2020](#). Cependant, [ce n'est qu'à partir du 23 novembre](#) que l'administratrice de la GSA, nommée par Donald Trump, a reconnu Biden comme le président élu apparent, faisant ainsi perdre deux précieuses semaines à l'équipe de transition du démocrate.

6 janvier : le Congrès confirme le vote du Collège électoral

Le 6 janvier est un [jour crucial dans le processus électoral](#). Ce jour-là, le Congrès se réunit [dès 13h](#) pour comptabiliser les votes enregistrés quelques semaines plus tôt par les grands électeurs dans leur capitale d'État respective en vue de certifier l'élection (ou la réélection) du président-e et du vice-président-e. Il s'agit de la dernière étape d'un long processus électoral, quelque peu [anachronique](#), mais éminemment représentative de la nature fédérale du système politique américain. Pour l'essentiel de l'histoire des États-Unis, cette étape s'est avérée une formalité symbolique ne suscitant guère d'attention.

Des règles longtemps imprécises

Le 6 janvier 2021, des émeutier-ère-s interrompent la certification dans l'espoir de renverser les résultats de l'élection de novembre 2020. Quel que soit le nom donné aux évènements de cette journée ([manifestation, insurrection ou tentative de coup d'État](#)), ils ont mis en relief la fragilité de la démocratie, dont la mécanique électorale est régie par des règles et

des normes souvent éparses, [imprécises](#), tacites, complexes et parfois désuètes.

Avant [d'être réformée en 2022](#), la certification du vote du Collège électoral par le Congrès était encadrée par l'*Electoral Count Act*, adopté en 1887 en réaction à [l'élection controversée de 1876](#). Au terme de cette dernière, le candidat démocrate Samuel Tilden avait obtenu la majorité des voix au suffrage populaire, mais avait perdu la présidence au profit du républicain Rutherford B. Hayes à la suite d'une polémique entourant les résultats dans trois États du Sud (Caroline du Sud, Floride et Louisiane). En l'absence de procédure pour choisir entre des résultats contradictoires soumis par les États, c'est une négociation politique qui avait permis au Congrès de trancher. Les démocrates ont alors accepté la victoire du républicain Hayes en échange du retrait des troupes fédérales des anciens États confédérés et de la fin de la Reconstruction.

[L'Electoral Count Act](#) établit un cadre et un calendrier pour la promulgation des résultats de l'élection présidentielle. Il confère également un rôle au Congrès et à la vice-présidence en cas de contestation des résultats. Méconnue avant 2021, la loi faisait cependant depuis longtemps [l'objet de critiques de la part de juristes et d'autres constitutionnalistes](#) qui la considéraient trop complexe, confuse et imprécise, ce qui ouvrait la porte à des tentatives de manipulation. C'est précisément ce que Trump et ses allié-e-s ont tenté de faire [en avançant, erronément](#), que le vice-président Mike Pence disposait de l'autorité nécessaire pour rejeter les résultats de l'élection de novembre 2020. En dépit des menaces à sa sécurité (des assaillant-e-s du Capitole appelant à sa pendaison), Pence refuse

d'adhérer à cette lecture de la loi. Lorsque le Congrès reprend ses travaux après les émeutes, il confirme donc l'élection de Joe Biden à la présidence, comme l'ont fait nombre de vice-présidents vaincus auparavant, dont Richard Nixon, Hubert Humphrey, Walter Mondale, Dan Quayle et Al Gore.

Des éclaircissements bienvenus

Si Mike Pence respecte l'esprit de la Constitution et de la loi de 1887, l'incident expose néanmoins un indéniable besoin de clarification. C'est d'ailleurs [une des conclusions](#) de la commission d'enquête spéciale de la Chambre des représentants sur les événements du 6 janvier 2021. La négociation d'un nouveau texte entre républicain-e-s et démocrates à la Chambre des représentants et au Sénat se prolonge pendant une bonne partie de 2022. En dépit des [résistances de certains élu-e-s républicains](#) qui adhèrent au mensonge de Trump sur la fraude électorale ou craignent les critiques de ce dernier, un compromis bipartisan est finalement trouvé. Adopté par les deux chambres à la toute fin de l'année 2022, l'[Electoral Count Reform and Presidential Transition Improvement Act](#) clarifie les règles concernant la comptabilisation des voix du Collège électoral et le rôle du Congrès et de la vice-présidence lorsqu'ils se réunissent le 6 janvier pour confirmer les résultats de l'élection. Trois précisions apparaissent particulièrement importantes pour éviter une reprise du désastre de 2021. Premièrement, la nouvelle loi établit clairement le rôle strictement cérémoniel du vice-président-e. Deuxièmement, le nombre de membres du Congrès requis pour contester les résultats d'un État est augmenté. D'un seul à la Chambre et au Sénat, il passe à 20 % des

membres des deux chambres. Troisièmement, le Congrès doit désormais accepter, sans possibilité de la modifier, la liste des électeur-trice-s fournie par chacun des États. Si elle ne garantit pas à elle seule la survie de la démocratie américaine, cette nouvelle loi limite considérablement les risques de violation de la souveraineté populaire exprimée lors des élections présidentielles.

Le 20 janvier : l'inauguration présidentielle

L'inauguration présidentielle est une tradition qui a [beaucoup évolué au fil des années](#). La [Constitution des États-Unis prévoit seulement que le président prête serment](#) en des termes précis avant d'entrer en fonction : « Je jure (ou affirme) solennellement que je remplirai fidèlement la fonction de président des États-Unis et que je préserverai, protégerai et défendrai, dans toute la mesure de mes moyens, la Constitution des États-Unis. » La légende veut que le traditionnel « Que Dieu m'aide » (*So help me God*), qui suit ce serment, ait été prononcé par George Washington lors de sa première inauguration. Dans les faits, la première utilisation documentée de cette expression est attribuée [à Chester A. Arthur en 1881](#) et a été reprise par tous ses successeurs. [Depuis l'inauguration de John Adams en 1797](#), le serment est administré par le juge en chef de la Cour suprême, sauf dans des circonstances exceptionnelles, comme lorsque la juge fédérale Sarah T. Hughes a dû assermenter d'urgence le vice-président [Lyndon B. Johnson dans l'avion Air Force One](#) au cours des minutes ayant suivi l'annonce du décès du président John F. Kennedy le 22 novembre 1963.

L'évolution d'une tradition

La [Constitution](#) prévoit que les mandats présidentiels durent quatre ans, mais ne précise pas de date d'entrée en fonction. En 1788, les membres du Congrès confédéral (prédécesseur du Congrès actuel) statuent que le nouveau Congrès, établi par la nouvelle Constitution des États-Unis, se réunira [pour la première fois le 4 mars 1789](#). En raison de délais logistiques, la première inauguration de George Washington n'a lieu que le 30 avril 1789. Néanmoins, [en 1792](#), le Congrès adopte une loi qui établit que l'inauguration doit se tenir le 4 mars suivant les élections présidentielles. Le 12^e amendement, adopté en 1804 pour clarifier que les élections à la présidence et à la vice-présidence sont distinctes, [fait également référence à la date du 4 mars comme date de l'inauguration](#), à moins du décès du président-e en exercice. [L'inauguration du vice-président-e](#) se fait le même jour, avant celle du président-e.

Le 4 mars demeure la date d'assermentation jusqu'au 20^e siècle. Avec l'accélération des transports et des communications, il n'est plus justifié d'attendre au printemps avant l'entrée en fonction du nouveau président-e, d'autant que le long interrègne nuit à la capacité d'action du gouvernement fédéral lors de périodes de crise comme la Grande Dépression. Ainsi, le [20^e amendement](#) de la Constitution, ratifié en 1933, prévoit que les mandats du président-e et du vice-président-e se terminent à midi le 20 janvier suivant l'élection présidentielle, au moment de l'assermentation du (nouveau) duo qui rentre en poste. Enfin, si le 20 janvier tombe un dimanche, comme ce fut le cas en 2013 au début du second mandat de Barack Obama, le président-e et le vice-président-e [sont assermentés en privé](#), avant

de prêter à nouveau serment lors d'une cérémonie publique le lendemain.

Une journée bien remplie

Depuis celle de Ronald Reagan en 1981, l'inauguration se tient généralement du côté ouest du Capitole, qui fait face au National Mall. [Plusieurs endroits ont historiquement accueilli la cérémonie d'investiture](#), notamment le portique est du Capitole, la Chambre des représentants, le Sénat et la Maison-Blanche. La tradition veut aussi que le président-e prononce un discours inaugural, lui permettant d'énoncer sa vision pour son mandat. Le discours le plus court, celui de George Washington en 1793, [faisait 135 mots](#), alors que le plus long, celui de William Henry Harrison en 1841, [en faisait 8455](#).

Avec le temps, l'inauguration présidentielle est devenue une célébration qui consiste en bien plus qu'une simple déclaration solennelle. Depuis 1901, [le Comité mixte du Congrès pour les cérémonies inaugurales \(JCCIC\)](#) est responsable de planifier ces activités. Ce [comité](#) accompagne généralement les président-e-s et vice-président-e-s élus et sortants de la Maison-Blanche au Capitole. Après la cérémonie, le [couple présidentiel sortant](#) a droit à un départ en grande pompe à bord de l'hélicoptère Marine One. Depuis 1953, le JCCIC organise ensuite [un dîner](#) en l'honneur du nouveau président-e. La tradition des bals, qui perdure de nos jours, remonte à l'inauguration de James Madison en 1809. [Ce premier bal « présidentiel » fut organisé à l'hôtel Mr. Long sur la colline du Capitole](#).



Qu'est-ce qu'une élection historique?

L'élection qui se tiendra le 5 novembre 2024 sera la 60^e élection présidentielle de l'histoire des États-Unis. Depuis 1788, malgré les guerres (civile ou internationales), les pandémies et les crises sociales et économiques, les élections américaines se sont tenues, sans faillir. Toutes les élections ont leurs enjeux, mais toutes n'ont pas la même importance. Quelques-unes d'entre elles peuvent prétendre au titre [d'élections historiques](#), que ce soit par les [précédents qu'elles instituent ou les points de rupture qu'elles marquent](#) dans le parcours de cette nation au seuil de son 250^e anniversaire.

Exemples d'élections historiques

1800 : L'élection est un duel entre le président sortant fédéraliste John Adams et son propre vice-président, le républicain-démocrate Thomas Jefferson, à une époque précédant l'adoption du [12^e amendement](#) (1804), où le président et le vice-président étaient élus séparément (et pouvaient donc être des rivaux politiques). Ayant marqué les esprits pour ses [attaques vicieuses de part et d'autre](#), cette élection est également importante pour la concession d'Adams, qui accepte sa défaite et [cède pacifiquement le pouvoir à son successeur](#), une dynamique qui sera tenue pour acquise ... pour les 220 années suivantes.

1828 : Quatre ans après avoir perdu une [élection](#) au terme de laquelle il avait terminé premier au vote populaire et au Collège électoral (sans y remporter

la majorité requise), le général et héros de la guerre de 1812, Andrew Jackson, obtient sa revanche. La victoire de Jackson lance l'ère des élections [« populaires »](#). Le taux de participation fait plus que tripler comparativement au scrutin de 1824, le vote s'élargissant désormais à la plupart des hommes blancs, sans critère d'accès à la propriété... même s'il continue, pendant encore des décennies, à [exclure](#) les femmes, les Afro-Américain-e-s (esclaves ou affranchis) et les Autochtones.

1876 : Cette élection, possiblement [la plus contestée – et la plus contestable –](#) de l'histoire des États-Unis a été tranchée en faveur du républicain Rutherford B. Hayes après des semaines de négociations rendues nécessaires par le fait que ni lui ni son adversaire démocrate Samuel Tilden n'ont pu remporter de majorité au Collège électoral. Au cœur de l'« entente » ayant donné les clés de la Maison-Blanche à Hayes : une [promesse tacite](#) de la part du nouveau président de ne pas s'ingérer dans les pratiques brutalement racistes des États du Sud face aux populations noires y résidant, ce qui pava la voie à un [système de ségrégation légale](#) qui se maintiendra pendant près d'un siècle.

1932 : La première élection tenue pendant la Grande Dépression se conclut par [un balayage démocrate](#), après que les électeur-trice-s aient sévèrement sanctionné le Parti républicain du président Herbert Hoover. À partir de là, les démocrates remportent cinq élections de suite (une séquence victorieuse

inégalée depuis par l'un ou l'autre des partis) et, à travers les [politiques du New Deal](#), reconfigurent de façon durable le rôle de l'État dans la société et l'économie américaines.

1960 : À l'issue [de la course la plus serrée du XX^e siècle](#), John F. Kennedy devient à la fois le plus jeune président élu de l'histoire américaine et le tout premier catholique. Sa victoire au Collège électoral face à Richard Nixon sera toutefois remise en question pendant des années (notamment en vertu [d'allégations de fraude en Illinois et au Texas](#)). Sa victoire au vote populaire, officiellement par un peu plus de 100 000 voix, est également contestée [par des politologues](#) qui affirment que Nixon a sans doute, dans les faits, remporté le plus de votes à l'échelle nationale.

2000 : Élection [la plus serrée au Collège électoral de l'histoire du pays](#), le duel entre George W. Bush et Al Gore est aussi devenu synonyme d'une des causes les plus célèbres et controversées de la Cour suprême : dans sa décision [Bush c. Gore](#), le plus haut tribunal du pays ordonne la fin du recomptage des voix en Floride, scellant l'issue en faveur du gouverneur républicain du Texas. Les années Bush sont marquées dès septembre 2001 par la pire attaque terroriste en sol américain, qui plonge le pays dans deux longues guerres. L'élection de 2000 paraît ainsi, en rétrospective, une courte victoire aux importantes ramifications.

2016 : Bien qu'il s'agisse de la première élection présidentielle au cours de laquelle un parti majeur est représenté par une femme (Hillary Clinton), cette élection est également celle au cours de laquelle son adversaire victorieux Donald Trump aura trouvé

d'innombrables façons de [marquer l'histoire des élections américaines](#). À commencer peut-être par celle-ci : devenir la seule personne élue à la tête du pays sans avoir jamais brigué le moindre poste d'élu ni occupé la moindre fonction publique *a priori*.

2024 : Si la tendance se maintient, elle pourrait opposer Joe Biden à Donald Trump pour un deuxième scrutin de suite. Ce scénario comporterait des risques pour la démocratie américaine similaires [à ceux observés en 2020](#), et l'un des plus grands dangers pour le monde [selon certains](#). À titre d'exemple, un autre résultat serré (ce que les [sondages prévoient au début 2024](#)) pourrait inciter le candidat-e perdant, sa formation politique et ses partisan-e-s à remettre en question le processus électoral, contester l'issue du scrutin et ne pas reconnaître la légitimité du gagnant.





Pour aller plus loin

Ouvrages de référence

Corbo, C. et F. Gagnon (2021), *Les États-Unis d'Amérique. Les institutions politiques*, Québec, Septentrion, 5^e édition.

Vallet, E. (2020), *Comprendre les élections américaines* (Édition 2020), Québec, Septentrion.

Kamarck, E. C. (2023), *Primary Politics : Everything You Need to Know about How America Nominates Its Presidential Candidates*, Washington D.C., Brookings Institution Press.

Polsby, N. W., A. Wildavsky, S. E. Schier et D. A. Hopkins (2023), *Presidential Elections: Strategies and Structures of American Politics*, Lanham, Rowman & Littlefield, 16^e édition.

Sites Internet

Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand : <https://dandurand.uqam.ca/etats-unis/>

270twin : <https://www.270twin.com/>

538 : <https://abcnews.go.com/538>

Inside Elections : <https://insideelections.com/>

Open Secrets : <https://www.opensecrets.org/>

RealClearPolitics, Election Central 2024 : <https://www.realclearpolitics.com/elections/2024/>

Sabato's Crystal Ball: <https://centerforpolitics.org/crystalball/>

The Cook Political Report : <https://www.cookpolitical.com/>

Équipe éditoriale

DIRECTION DU DOSSIER

Frédéric Gagnon
Christophe Cloutier-Roy
Élisabeth Vallet

AVEC LA CONTRIBUTION DE

Victor Bardou-Bourgeois
Valérie Beaudoin
Christophe Cloutier-Roy
Louis Collerette
Marin Fortin-Bouthot
Frédéric Gagnon
Rafael Jacob
Félix Lemieux
Gabrielle Ouellette-Turp
Jean-Daniel Roy-Trudeau
Julien Tourreille
Élisabeth Vallet

RÉVISION

Daphné St-Louis Ventura

GRAPHISME

Françoise Conea

Chaire Raoul-Dandurand | UQAM

C.P. 8888, Succ. Centre-Ville Montréal (Québec) Canada H3C 3P8
Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca | dandurand.uqam.ca
Suivez-nous sur [X](#), [LinkedIn](#), [Facebook](#) et [Instagram](#)
Abonnez-vous au Balado de la Chaire

UQAM



CHAIRE RAOUL-DANDURAND
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES